

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 166

21 janvier 2015

SOMMAIRE

Eclaircie s.à.r.l.	7923	Felino Holding S.A.	7928
Eco Polymers S.à r.l.	7924	Felino S.A.	7928
Ehblux A.G.	7922	Fenestral S.A.	7929
Ekoplan S.A.	7922	Ferme Friedhaff, s.à r.l.	7926
Elat S.A. SPF	7923	FHF International «FHF I» S.A.	7927
Electricité Claude Huss S.à.r.l.	7922	Fiduciaire GL Sàrl	7927
Electro Casimiro Sàrl	7922	Field Point I-A RE 5 S.à r.l.	7968
EMS-CHEMIE (Luxembourg) Sàrl	7923	FIF NPL S.à r.l.	7928
Energylux	7925	Fima S.A.	7929
Enfes S.à r.l.	7924	Financial Solutions S.A.	7928
Equitherm S.à.r.l.	7925	Financière Vauban Luxembourg S.A.	7927
Equitherm S.à.r.l.	7926	Findexa Luxembourg S.à r.l.	7925
ESA Holdings	7923	Firewall Investments S.A.	7929
Eurobike International Trading S.A.	7924	First Baltic Property S.A.	7926
Euro Convergence	7922	First Position S.A.	7927
European Joined Management Corpora- tion S.A.	7925	Fliesen & Verputz Funk S.à r.l.	7928
Europe et Croissance S.à r.l.	7927	Fundamental European Value S.A.	7924
Everglades Properties S.A.	7924	Gaston KRAUS et associés S.à r.l.	7926
Exertum Luxembourg	7923	Lukarne Venture S. à r.l.	7968
Facility S.A.	7928	Plan X S.à r.l.	7967
Farenzena Jules Sàrl	7926	SCL Prop Co. B S.à.r.l.	7954
FB Participations S.à r.l.	7925	T.S.A. Transporte S.à r.l.	7965
		WISS LX SCSp	7966

Electricité Claude Huss S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6212 Consdorf, 9A, route d'Echternach.

R.C.S. Luxembourg B 95.813.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE ROLAND KOHN S.à.r.l.

259 ROUTE D'ESCH

L-1471 LUXEMBOURG

Signature

Référence de publication: 2014205472/13.

(140229193) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

Euro Convergence, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3372 Leudelange, 2, rue Léon Laval.

R.C.S. Luxembourg B 147.636.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22/12/2014.

G.T. Experts Comptables Sàrl

Luxembourg

Référence de publication: 2014205487/12.

(140230110) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

Ehblux A.G., Société Anonyme.

Siège social: L-9991 Weiswampach, 15, Gruuss-Strooss.

R.C.S. Luxembourg B 102.243.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Weiswampach, le 23/12/2014.

Référence de publication: 2014205511/10.

(140230742) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

Ekoplan S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6586 Steinheim, 1, rue de la Montagne.

R.C.S. Luxembourg B 95.195.

Der Jahresabschluss vom 31.12.2013 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014205512/9.

(140230375) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

Electro Casimiro Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3441 Dudelange, 49, avenue Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 81.454.

Le bilan et l'annexe au bilan au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014205514/10.

(140229534) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

Exertum Luxembourg, Société Anonyme.

Siège social: L-1130 Luxembourg, 37, rue d'Anvers.
R.C.S. Luxembourg B 51.249.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Document rectificatif:

L140068078

Déposé le 28/04/2014

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014205502/13.

(140230287) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

Eclaircie s.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9991 Weiswampach, 13, Gruuss-Strooss.
R.C.S. Luxembourg B 121.861.

Les comptes annuels arrêtés au 31/12/13 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

ECLAIRCIE S.à r.l.

Société à responsabilité limitée

Référence de publication: 2014205504/12.

(140229778) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

EMS-CHEMIE (Luxembourg) Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 200.000,00.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 1B, Heienhaff.
R.C.S. Luxembourg B 170.237.

Les comptes annuels audités au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014205520/10.

(140229747) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

Elat S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-8041 Strassen, 80, rue des Romains.
R.C.S. Luxembourg B 150.900.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014205513/9.

(140230480) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

ESA Holdings, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 169.773.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014205530/10.

(140229416) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

Eco Polymers S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9645 Derenbach, Maison 36.

R.C.S. Luxembourg B 161.766.

—
Date de clôture des comptes annuels au 31/12/2013 a été déposée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

DERENBACH, le 22/12/2014.

FRL SA

Signature

Référence de publication: 2014205506/13.

(140230151) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

Enfes S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 677, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 164.202.

—
Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014205526/9.

(140229324) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

Eurobike International Trading S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8437 Steinfort, 66, rue de Koerich.

R.C.S. Luxembourg B 95.930.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire Internationale SA

Référence de publication: 2014205536/10.

(140229225) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

Everglades Properties S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12D, Impasse Drosbach.

R.C.S. Luxembourg B 58.778.

—
Le Bilan au 31 DECEMBRE 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Référence de publication: 2014205543/10.

(140230285) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

Fundamental European Value S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 86.975.

—
Les comptes de clôture de liquidation au 20 octobre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Fundamental European Value SA (en liquidation)

Caceis Bank Luxembourg

Référence de publication: 2014205558/12.

(140230056) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

Energylux, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9690 Watrange, 17B, rue Abbé Welter.
R.C.S. Luxembourg B 159.745.

—
Date de clôture des comptes annuels au 31/12/2013 a été déposée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

DERENBACH, le 22/12/2014.

FRL SA

Signature

Référence de publication: 2014205524/13.

(140230077) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

Equitherm S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8437 Steinfort, 52, rue de Koerich.
R.C.S. Luxembourg B 144.288.

—
Le bilan au 31/12/13 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014205527/9.

(140230320) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

European Joint Management Corporation S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 217, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 97.445.

—
Le Bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 décembre 2014.

Signature.

Référence de publication: 2014205538/10.

(140231045) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

FB Participations S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1122 Luxembourg, 2, rue d'Alsace.
R.C.S. Luxembourg B 163.998.

—
Les comptes annuels de FB Participations S.à r. l., arrêtés au 31 décembre 2013 et dûment approuvés par les actionnaires en date du 18 décembre 2014, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 décembre 2014.

Pour la société FB Participations S.à r.l.

Référence de publication: 2014205564/12.

(140230775) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

Findexa Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: NOK 68.769.600,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 100.546.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 décembre 2014.

Référence de publication: 2014205552/10.

(140229979) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

Equitherm S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8437 Steinfort, 52, rue de Koerich.

R.C.S. Luxembourg B 144.288.

Le bilan au 31/12/12 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014205528/9.

(140230321) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

Ferme Friedhaff, s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9210 Diekirch, rue du Herrenberg.

R.C.S. Luxembourg B 165.839.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Jérôme FABER

Le gérant

3 rue Fockeschlass

L-8386 KOERICH

Référence de publication: 2014205548/13.

(140229714) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

First Baltic Property S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.

R.C.S. Luxembourg B 109.076.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014205553/10.

(140229836) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

Farenzena Jules Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3531 Dudelange, 81, rue du Nord.

R.C.S. Luxembourg B 73.366.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire Comptable B + C S.à.r.l.

Luxembourg

Référence de publication: 2014205562/11.

(140229334) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

Gaston KRAUS et associés S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8140 Bridel, 71B, rue de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 165.298.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014205604/11.

(140229748) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

Europe et Croissance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4702 Pétange, 24, rue Robert Krieps.

R.C.S. Luxembourg B 132.827.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014205537/9.

(140229928) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

First Position S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8399 Windhof, 11, route des Trois Cantons.

R.C.S. Luxembourg B 178.770.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014205554/10.

(140230689) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

Fiduciaire GL Saràl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3510 Dudelange, 10, rue de la Libération.

R.C.S. Luxembourg B 123.133.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014205572/10.

(140230788) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

FHF International «FHF I» S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 23, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 182.257.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22/12/2014.

G.T. Experts Comptables Saràl
Luxembourg

Référence de publication: 2014205569/12.

(140229814) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

Financière Vauban Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 29.574.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

COMPAGNIE FINANCIERE DE GESTION LUXEMBOURG S.A.
Boulevard Joseph II
L-1840 Luxembourg
Signature

Référence de publication: 2014205579/13.

(140229672) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

Facility S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2168 Luxembourg, 121, rue de Muhlenbach.
R.C.S. Luxembourg B 97.091.

Le bilan au 31 12 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014205545/9.

(140230082) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

Financial Solutions S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5450 Stadtbredimus, 7, Lauthegaass.
R.C.S. Luxembourg B 131.269.

Der Jahresabschluss auf den 31.12.2013 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014205551/9.

(140229662) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

Fliesen & Verputz Funk S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5691 Ellange, 40, Zone d'Activités Economiques Le Triangle Vert.
R.C.S. Luxembourg B 132.756.

Der Jahresabschluss auf den 31.12.2013 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014205556/9.

(140229660) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

Felino Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5368 Schuttrange, 6, rue Neihaischen.
R.C.S. Luxembourg B 159.094.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014205565/9.

(140229740) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

Felino S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5368 Schuttrange, 6, rue de Neihaischen.
R.C.S. Luxembourg B 144.293.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014205566/9.

(140229760) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

FIF NPL S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1222 Luxembourg, 2-4, rue Beck.
R.C.S. Luxembourg B 130.297.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014205574/9.

(140230141) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

Fenestral S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 7, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 153.673.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire Internationale SA

Référence de publication: 2014205567/10.

(140229721) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

Fima S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 55-57, rue de Merl.
R.C.S. Luxembourg B 146.280.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg.

Référence de publication: 2014205576/10.

(140230222) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

Firewall Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 191.622.

In the year two thousand and fourteen, on the eighteenth of December.

Before us, Maître Edouard DELOSCH, notary residing in Diekirch, Grand Duchy of Luxembourg

Was held

the extraordinary general meeting of shareholders of Firewall Investments, S.A. (hereinafter the "Company"), a société anonyme, having its registered office at 1, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, registered with the Luxembourg Company and Trade Register under number B 191622 incorporated pursuant to a deed of Maître Edouard Delosch, notary residing in Diekirch, Grand Duchy of Luxembourg, on 6 November 2014, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Company").

The meeting was opened at 11.15 a.m. with Mr Christoph Diesel, professionally residing in Luxembourg in the chair.

The chairman appointed as secretary and the meeting elected as scrutineer Ms Julia Szafranska, professionally residing in Luxembourg.

The board of the meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the undersigned notary to record the following:

I. The shareholders present or represented, the proxies of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list which, signed by the shareholders present or the proholder of the represented shareholders, the board of the meeting and the undersigned notary, shall remain annexed to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The said proxies, initialled ne varietur by the appearing parties and the notary, shall remain annexed to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

II. It appears from the above-mentioned attendance list, that all the thirty-one thousand (31,000) shares divided into: three thousand one hundred (3,100) series 1 redeemable shares (the "Tranche 1 Shares"); three thousand one hundred (3,100) series 2 redeemable shares (the "Tranche 2 Shares"); three thousand one hundred (3,100) series 3 redeemable shares (the "Tranche 3 Shares"); three thousand one hundred (3,100) series 4 redeemable shares (the "Tranche 4 Shares"); three thousand one hundred (3,100) series 5 redeemable shares (the "Tranche 5 Shares"); three thousand one hundred (3,100) series 6 redeemable shares (the "Tranche 6 Shares"); three thousand one hundred (3,100) series 7 redeemable shares (the "Tranche 7 Shares"); three thousand one hundred (3,100) series 8 redeemable shares (the "Tranche 8 Shares"); three thousand one hundred (3,100) series 9 redeemable shares (the "Tranche 9 Shares") and three thousand one hundred (3,100) series 10 redeemable shares (the "Tranche 10 Shares"); representing one hundred per cent (100 %) of the share capital of the Company, are duly represented at the present meeting.

III. The present meeting is thus regularly constituted and may validly deliberate on all the items on the agenda.

IV. The agenda of the present meeting is the following:

Agenda

1. Decrease of par value of one euro (EUR 1.-) to par value of one cent (EUR 0,01.-).

2. Creation of new class of shares, referred to as the ordinary shares (the “Ordinary Shares”) having nominal value of one cent (EUR 0,01.-) and conversion of the existing thirty-one thousand shares (31,000) themselves subdivided into: three thousand one hundred (3,100) Tranche 1 Shares; three thousand one hundred (3,100) Tranche 2 Shares; three thousand one hundred (3,100) Tranche 3 Shares; three thousand one hundred (3,100) Tranche 4 Shares; three thousand one hundred (3,100) Tranche 5 Shares; three thousand one hundred (3,100) Tranche 6 Shares; three thousand one hundred (3,100) Tranche 7 Shares; three thousand one hundred (3,100) series 8 redeemable shares Tranche 8 Shares; three thousand one hundred (3,100) Tranche 9 Shares; and three thousand one hundred (3,100) Tranche 10 Shares; all having a par value of one euro (EUR 1.-) each, into three million one hundred thousand (3,100,000) Ordinary Shares, without cancellation of shares.

3. Creation of new classes of shares (each a “Share Class”) hereinafter referred to as class A redeemable shares (the “Class A Shares”); class B redeemable shares (the “Class B Shares”); class C redeemable shares (the “Class C Shares”); class D redeemable shares (the “Class D Shares”); class E redeemable shares (the “Class E Shares”); class F redeemable shares (the “Class F Shares”); class G redeemable shares (the “Class G Shares”); class H redeemable shares (the “Class H Shares”); class I redeemable shares (the “Class I Shares”); and class J redeemable shares (the “Class J Shares”) all having a par value of one cent (EUR 0,01.-) each.

4. Increase of the share capital of the Company by one million euro (EUR 1,000,000.-) so as to bring it from its current amount of thirty-one thousand euro (EUR 31,000.-) to one million thirty-one thousand euro (EUR 1,031,000.-) by issuance of: ten million (10,000,000) Class A Shares; ten million (10,000,000) Class B Shares; ten million (10,000,000) Class C Shares; ten million (10,000,000) Class D Shares; ten million (10,000,000) Class E Shares; ten million (10,000,000) Class F Shares; ten million (10,000,000) Class G Shares; ten million (10,000,000) Class H Shares; ten million (10,000,000) Class I Shares; and ten million (10,000,000) Class J Shares all having a par value of one cent (EUR 0,01.-) each.

5. Full restatement of the articles of association of the Company.

6. Miscellaneous.

Having duly considered each item on the agenda, the general meeting of shareholders unanimously takes, and requires the undersigned notary to enact, the following resolutions:

First resolution

The general meeting of shareholders resolves to decrease the par value of the shares in the share capital of the Company from one euro (EUR 1.-) to one euro cent (EUR 0.01.-).

Second Resolution

The general meeting of shareholders resolves to create new class of shares, referred to as the Ordinary Shares having par value of one cent each (EUR 0.01.-) and to convert the existing thirty-one thousand shares (31,000) themselves subdivided into three thousand one hundred (3,100) Tranche 1 Shares, three thousand one hundred (3,100) Tranche 2 Shares, three thousand one hundred (3,100) Tranche 3 Shares, three thousand one hundred (3,100) Tranche 4 Shares, three thousand one hundred (3,100) Tranche 5 Shares, three thousand one hundred (3,100) Tranche 6 Shares, three thousand one hundred (3,100) Tranche 7 Shares, three thousand one hundred (3,100) Tranche 8 Shares, three thousand one hundred (3,100) Tranche 9 Shares, and three thousand one hundred (3,100) Tranche 10 Shares; all having a par value of one euro (EUR 1.-) each into three million one hundred thousand (3,100,000) Ordinary Shares having nominal value of one cent (EUR 0,01.-) as follows:

(i) fourteen thousand eight hundred eighty (14,880) shares, themselves subdivided into one thousand four hundred eighty-eight (1,488) Tranche 1 Shares, one thousand four hundred eighty-eight (1,488) Tranche 2 Shares, one thousand four hundred eighty-eight (1,488) Tranche 3 Shares, one thousand four hundred eighty-eight (1,488) Tranche 4 Shares, one thousand four hundred eighty-eight (1,488) Tranche 5 Shares, one thousand four hundred eighty-eight (1,488) Tranche 6 Shares, one thousand four hundred eighty-eight (1,488) Tranche 7 Shares, one thousand four hundred eighty-eight (1,488) Tranche 8 Shares, one thousand four hundred eighty-eight (1,488) Tranche 9 Shares and one thousand four hundred eighty-eight (1,488) Tranche 10 Shares held by EPIC Fund I, SLP, a special limited partnership (société en commandite special), incorporated and governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at Boulevard de la Foire 1, L-1528 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Company and Trade Register under number B 186574, represented by its manager (gérant) Castik Capital, S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), incorporated and governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at Boulevard de la Foire 1, L-1528 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, having a share capital of five hundred and twelve thousand five hundred euro (EUR 512,500.-), registered with the Luxembourg Company and Trade Register under number B186205, are converted into one million four hundred eighty-eight thousand (1,488,000) Ordinary Shares having par value of one cent each (EUR 0.01.-);

(ii) fourteen thousand eight hundred eighty (14,880) shares, themselves subdivided into one thousand four hundred eighty-eight (1,488) Tranche 1 Shares, one thousand four hundred eighty-eight (1,488) Tranche 2 Shares, one thousand four hundred eighty-eight (1,488) Tranche 3 Shares, one thousand four hundred eighty-eight (1,488) Tranche 4 Shares,

one thousand four hundred eighty-eight (1,488) Tranche 5 Shares, one thousand four hundred eighty-eight (1,488) Tranche 6 Shares, one thousand four hundred eighty-eight (1,488) Tranche 7 Shares, one thousand four hundred eighty-eight (1,488) Tranche 8 Shares, one thousand four hundred eighty-eight (1,488) Tranche 9 Shares and one thousand four hundred eighty-eight (1,488) Tranche 10 Shares held by EPIC Fund I Sidecar, SLP, a special limited partnership (société en commandite special), incorporated and governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at Boulevard de la Foire 1, L-1528 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Company and Trade Register under number B186573 represented by its manager (gérant) Castik Capital, S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), incorporated and governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at Boulevard de la Foire 1, L-1528 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, having a share capital of five hundred twelve thousand and five hundred euro (EUR 512,500.-), registered with the Luxembourg Company and Trade Register under number B186205, are converted into one million four hundred eighty-eight thousand (1,488,000) Ordinary Shares having par value of one cent each (EUR 0.01.-);

(iii) one thousand two hundred forty (1,240) shares, themselves subdivided into one hundred twenty-four (124) Tranche 1 Shares, one hundred twenty-four (124) Tranche 2 Shares, one hundred twenty-four (124) Tranche 3 Shares, one hundred twenty-four (124) Tranche 4 Shares, one hundred twenty-four (124) Tranche 5 Shares, one hundred twenty-four (124) Tranche 6 Shares, one hundred twenty-four (124) Tranche 7 Shares, one hundred twenty-four (124) Tranche 8 Shares, one hundred twenty-four (124) Tranche 9 Shares and one hundred twenty-four (124) Tranche 10 Shares held by EPIC I Team Co-Invest, SLP, a special limited partnership (société en commandite special), incorporated and governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at Boulevard de la Foire 1, L-1528 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Company and Trade Register under number B 187315 represented by its managing general partner (associé commandité gérant) EPIC I GP, S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), incorporated and governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at Boulevard de la Foire 1, L-1528 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, having a share capital of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-), registered with the Luxembourg Company and Trade Register under number B186222, are converted into one hundred twenty-four thousand (124,000) Ordinary Shares having par value of one cent each (EUR 0.01.-).

Third Resolution

The general meeting of shareholders resolves to create new classes of shares (each a “Share Class”) hereinafter referred to as class A redeemable shares (the “Class A Shares”); class B redeemable shares (the “Class B Shares”); class C redeemable shares (the “Class C Shares”); class D redeemable shares (the “Class D Shares”); class E redeemable shares (the “Class E Shares”); class F redeemable shares (the “Class F Shares”); class G redeemable shares (the “Class G Shares”); class H redeemable shares (the “Class H Shares”); class I redeemable shares (the “Class I Shares”); and class J redeemable shares (the “Class J Shares”) all having a par value of one cent (EUR 0,01.-) each.

Fourth Resolution

The general meeting of shareholders resolves to increase of the share capital of the Company by one million euro (EUR 1,000,000.-) so as to bring it from its current amount of thirty-one thousand euro (EUR 31,000.-) to one million thirty-one thousand euro (EUR 1,031,000.-) by issuance of: ten million (10,000,000) Class A Shares; ten million (10,000,000) Class B Shares; ten million (10,000,000) Class C Shares; ten million (10,000,000) Class D Shares; ten million (10,000,000) Class E Shares; ten million (10,000,000) Class F Shares; ten million (10,000,000) Class G Shares; ten million (10,000,000) Class H Shares; ten million (10,000,000) Class I Shares; and ten million (10,000,000) Class J Shares all having a par value of one cent (EUR 0,01.-) each.

Subscription and payment

All one hundred million (100,000,000) new shares have been subscribed as follows:

(i) EPIC Fund I, SLP, aforementioned, subscribed forty-seven million nine hundred ninety-eight thousand forty (47,998,040) shares for the price of six million five hundred eleven thousand eighty-seven euro (EUR 6,511,087.-) subdivided as follows:

- (a) four million seven hundred ninety-nine thousand eight hundred four (4,799,804) Class A Shares;
- (b) four million seven hundred ninety-nine thousand eight hundred four (4,799,804) Class B Shares;
- (c) four million seven hundred ninety-nine thousand eight hundred four (4,799,804) Class C Shares;
- (d) four million seven hundred ninety-nine thousand eight hundred four (4,799,804) Class D Shares;
- (e) four million seven hundred ninety-nine thousand eight hundred four (4,799,804) Class E Shares;
- (f) four million seven hundred ninety-nine thousand eight hundred four (4,799,804) Class F Shares;
- (g) four million seven hundred ninety-nine thousand eight hundred four (4,799,804) Class G Shares;
- (h) four million seven hundred ninety-nine thousand eight hundred four (4,799,804) Class H Shares;
- (i) four million seven hundred ninety-nine thousand eight hundred four (4,799,804) Class I Shares; and
- (j) four million seven hundred ninety-nine thousand eight hundred four (4,799,804) Class J Shares.

The total of six million five hundred eleven thousand eighty-seven euro (EUR 6,511,087.-) is allocated as follows: four hundred seventy-nine thousand nine hundred eighty point four euro (EUR 479,980.40) is allocated to the share capital and six million thirty-one thousand one hundred six point six euro (EUR 6,031,106.60) is allocated pro rata to the share premium stapled to each Share Class.

(ii) EPIC Fund I Sidecar, SLP, aforementioned, subscribed forty-seven million nine hundred ninety-eight thousand forty (47,998,040) shares for the price of six million five hundred eleven thousand eighty-seven euro (EUR 6,511,087.-) subdivided as follows:

- (a) four million seven hundred ninety-nine thousand eight hundred four (4,799,804) Class A Shares;
- (b) four million seven hundred ninety-nine thousand eight hundred four (4,799,804) Class B Shares;
- (c) four million seven hundred ninety-nine thousand eight hundred four (4,799,804) Class C Shares;
- (d) four million seven hundred ninety-nine thousand eight hundred four (4,799,804) Class D Shares;
- (e) four million seven hundred ninety-nine thousand eight hundred four (4,799,804) Class E Shares;
- (f) four million seven hundred ninety-nine thousand eight hundred four (4,799,804) Class F Shares;
- (g) four million seven hundred ninety-nine thousand eight hundred four (4,799,804) Class G Shares;
- (h) four million seven hundred ninety-nine thousand eight hundred four (4,799,804) Class H Shares;
- (i) four million seven hundred ninety-nine thousand eight hundred four (4,799,804) Class I Shares; and
- (j) four million seven hundred ninety-nine thousand eight hundred four (4,799,804) Class J Shares.

The total of six million five hundred eleven thousand eighty-seven euro (EUR 6,511,087.-) is allocated as follows: four hundred seventy-nine thousand nine hundred eighty point four euro (EUR 479,980.40) is allocated to the share capital and six million thirty-one thousand one hundred six point six euro (EUR 6,031,106.60) is allocated pro rata to the share premium stapled to each Share Class.

(iii) EPIC I Team Co-Invest, SLP, aforementioned, subscribed four million three thousand nine hundred twenty (4,003,920) shares for the price of five hundred forty-three thousand one hundred forty-four euro (EUR 543,144.-) subdivided as follows:

- (a) four hundred thousand three hundred ninety-two (400,392) Class A Shares;
- (b) four hundred thousand three hundred ninety-two (400,392) Class B Shares;
- (c) four hundred thousand three hundred ninety-two (400,392) Class C Shares;
- (d) four hundred thousand three hundred ninety-two (400,392) Class D Shares;
- (e) four hundred thousand three hundred ninety-two (400,392) Class E Shares;
- (f) four hundred thousand three hundred ninety-two (400,392) Class F Shares;
- (g) four hundred thousand three hundred ninety-two (400,392) Class G Shares;
- (h) four hundred thousand three hundred ninety-two (400,392) Class H Shares;
- (i) four hundred thousand three hundred ninety-two (400,392) Class I Shares;
- (j) four hundred thousand three hundred ninety-two (400,392) Class J Shares;

The total of five hundred forty-three thousand one hundred forty-four euro (EUR 543,144.-) is allocated as follows: forty thousand thirty-nine point two euro (EUR 40,039.20.-) is allocated to the share capital and five hundred three thousand one hundred four point eight euro (EUR 503,104.80.-) is allocated pro rata to the share premium stapled to each Share Class.

The shares so subscribed have been fully paid up by a contribution in cash so that the amount of thirteen million five hundred sixty-five thousand three hundred eighteen euro (EUR 13,565,318.-) is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

Sixth Resolution

The general meeting of shareholders resolves to fully restate the articles of association of the Company, which shall now be read as follows:

A. Name - Purpose - Duration - Registered office

Art. 1. Name - Legal Form. There exists a public limited company (société anonyme) under the name Firewall Investments, S.A. (hereinafter the “Company”) which shall be governed by the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended (the “Law”), as well as by the present articles of association.

Art. 2. Purpose.

2.1 The purpose of the Company is the holding of participations in any form whatsoever in Luxembourg and foreign companies and in any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, management, control and development of its portfolio.

2.2 The Company may further guarantee, grant security, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or right of any kind or which form part of the same group of companies as the Company.

2.3 The Company may raise funds especially through borrowing in any form or by issuing any kind of notes, securities or debt instruments, bonds and debentures and generally issue securities of any type.

2.4 The Company may carry out any commercial, industrial, financial, real estate or intellectual property activities which it considers useful for the accomplishment of these purposes.

Art. 3. Duration.

3.1 The Company is incorporated for an unlimited period of time.

3.2 It may be dissolved at any time and with or without cause by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

Art. 4. Registered office.

4.1 The registered office of the Company is established in the city of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

4.2 Within the same municipality, the registered office may be transferred by means of a decision of the board of directors. It may be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

4.3 Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of directors.

4.4 In the event that the board of directors determines that extraordinary political, economic or social circumstances or natural disasters have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances; such temporary measures shall not affect the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, shall remain a Luxembourg company.

B. Share capital - Shares

Art. 5. Share capital.

5.1 The Company's share capital is set at one million thirty-one thousand euro (EUR 1,031,000.-), represented by one hundred three million one hundred thousand (103,100,000) shares (the "Shares") themselves subdivided as follows:

(a) three million one hundred thousand (3,100,000) ordinary shares having nominal value of one cent (EUR 0.01.-) each (the "Ordinary Shares");

(b) ten million (10,000,000) class A redeemable shares having nominal value of one cent (EUR 0,01.-) each (the "Class A Shares");

(c) ten million (10,000,000) class B redeemable shares having nominal value of one cent (EUR 0,01.-) each (the "Class B Shares");

(d) ten million (10,000,000) class C redeemable shares having nominal value of one cent (EUR 0,01.-) each (the "Class C Shares");

(e) ten million (10,000,000) class D redeemable shares having nominal value of one cent (EUR 0,01.-) each (the "Class D Shares");

(f) ten million (10,000,000) class E redeemable shares having nominal value of one cent (EUR 0,01.-) each (the "Class E Shares");

(g) ten million (10,000,000) class F redeemable shares having nominal value of one cent (EUR 0,01.-) each (the "Class F Shares");

(h) ten million (10,000,000) class G redeemable shares having nominal value of one cent (EUR 0,01.-) each (the "Class G Shares");

(i) ten million (10,000,000) class H redeemable shares having nominal value of one cent (EUR 0,01.-) each (the "Class H Shares");

(j) ten million (10,000,000) class I redeemable shares having a par value of one cent (EUR 0,01.-) each (the "Class I Shares"); and

(k) ten million (10,000,000) class J redeemable shares having nominal value of one cent (EUR 0,01.-) each (the "Class J Shares" and together with Class A Shares, Class B Shares, Class C Shares, Class D Shares, Class E Shares, Class F Shares, Class G Shares, Class H Shares, Class I Shares, the "Classes" and individually the "Class")

5.2 The Company's share capital may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association or as set out in article 6 hereof.

5.3 Any new shares to be paid for in cash shall be offered by preference to the existing shareholder(s) within the same Class and/or holders of the Ordinary Shares, as the case may be. In case of plurality of shareholders, such shares shall be offered to the shareholders in proportion to the number of shares held in each Class and/or the number of the Ordinary Shares held by them in the Company's share capital. The board of directors shall determine the period of time during

which such preferential subscription right may be exercised and which may not be less than thirty (30) days from the date of dispatch of a registered letter sent to the shareholder(s) announcing the opening of the subscription period. The general meeting of shareholders may limit or suppress the preferential subscription right of the existing shareholder(s) in the manner required for an amendment of these articles of association.

5.4 The Company may establish share premium accounts (the "Share Premium Accounts") into which any premium paid on any Class of Shares is to be transferred. Decisions as to the use of the Share Premium Accounts are to be taken by the Shareholders subject to the 1915 Law and these Articles.

Art. 6. Shares.

6.1 The Company's share capital is divided into shares, each of them having the same nominal value.

6.2 The shares of the Company are in registered form.

6.3 The Company may have one or several shareholders.

6.4 Death, suspension of civil rights, dissolution, bankruptcy or insolvency or any other similar event regarding any of the shareholders shall not cause the dissolution of the Company.

6.5 No Shares in a particular Class may be converted into Shares in a different Class.

6.6 The Shares are redeemable shares in the sense of article 49-8 of the Law. Any redemption is subject to the following conditions:

- only fully paid up shares may be redeemed;
- the conditions set out in articles 6.7 to 6.15 of these articles of association are respected;
- the redemption can only be made by using sums available for distribution in accordance with Article 72-1 of the Law or the proceeds of a new issue made for the purpose of such redemption;
- an amount equal to the nominal value, or, in the absence thereof, the par value, of all the Shares redeemed must be included in a reserve which cannot be distributed to the shareholders except in the event of a capital reduction of the share capital; such reserve may only be used to increase the issued share capital by capitalisation of reserves (such reserve is not required in case of a redemption using the proceeds of a new issue made with a view to carry out such redemption); and
- the redemption is published in accordance with the Law

6.7 The share capital of the Company may be reduced through the cancellation of one or more Classes, in whole but not in part, consisting of the repurchase and cancellation of all Shares in issue in such Class as may be determined from time to time by the board of directors.

6.8 A reduction of share capital through the repurchase of a Class may only be made within the respective Class Periods (as defined below):

- i. The period for the Class A Shares is the period starting on the date of the notarial deed of 18 December 2014 and ending no later than on 31 December 2015 (the "Class A Period").
- ii. The period for the Class B Shares is the period starting on the day after the Class A Period and ending on no later than 31 December 2016 (the "Class B Period").
- iii. The period for the Class C Shares is the period starting on the day after the Class B Period and ending no later than on 31 December 2017 (the "Class C Period").
- iv. The period for the Class D Shares is the period starting on the day after the Class C Period and ending no later than on 31 December 2018 (the "Class D Period").
- v. The period for the Class E Shares is the period starting on the day after the Class D Period and ending on no later than 31 December 2019 (the "Class E Period").
- vi. The period for the Class F Shares is the period starting on the day after the Class E Period and ending on no later than 31 December 2020 (the "Class F Period").
- vii. The period for the Class G Shares is the period starting on the day after the Class F Period and ending on no later than 31 December 2021 (the "Class G Period").
- viii. The period for the Class H Shares is the period starting on the day after the Class G Period and ending no later than on 31 December 2022 (the "Class H Period").
- ix. The period for the Class I Shares is the period starting on the day after the Class H Period and ending no later than on 31 December 2023 (the "Class I Period").
- x. The period for the Class J Shares is the period starting on the day after the Class I Period and ending no later than on 31 December 2024 (the "Class J Period").

6.9 Where a Class has not been repurchased and cancelled within the relevant Class Period, the redemption and cancellation of such Class(es) can be made during a new period (the "New Period") which shall start on the date after the last Class Period (or as the case may be, the date after the end of the immediately preceding New Period of another class) and end no later than one year after the start date of such New Period. The first New Period shall start on the day after the Class J Period and the Class(es) not repurchased and not cancelled in their respective Class Period shall come in the order from class A to class J (to the extent not previously repurchased and cancelled).

6.10 For the avoidance of doubt, in the event that a repurchase and cancellation of a Class shall take place prior to the last day of its respective Class Period (or as the case may be, New Period), the following Class Period (or as the case may be, New Period) shall start on the day after the repurchase and cancellation of such Class and shall continue to end on the day such as initially defined in the Articles above.

6.11 Upon the repurchase and cancellation of the entire relevant class(es), the Cancellation Amount will become due and payable by the Company to the Shareholder(s) pro-rata to their holding in such class(es).

For the avoidance of doubt the Company may discharge its payment obligation in cash, in kind or by way of set-off.

6.12 The Cancellation Amount mentioned in the paragraph above to be retained shall be determined by the board of directors in its reasonable discretion and within the best corporate interest of the Company. For the avoidance of doubt, board of directors can choose at its sole discretion to include or exclude in its determination of the Cancellation Amount the freely distributable reserves either in part or in totality.

6.13 For the purposes of these Articles, the following capitalised terms shall have the following meanings:

- "Available Amount" shall mean the total amount of net profits of the Company (including carried forward profits) increased by (i) any freely distributable reserves and (ii) as the case may be, by the amount of the capital reduction and legal reserve reduction relating to the Class to be cancelled but reduced by (i) any losses (including carried forward losses) expressed as a positive, (ii) any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of Law or of the Articles, each time as set out in the relevant Interim Accounts (without for the avoidance of doubt, any double counting), (iii) any dividends to which is entitled the holder(s) of the Ordinary Shares pursuant to the Articles and (iv) any Profit Entitlement so that:

$$AA = (NP + P + CR) - (L + LR + OD + PE)$$

Whereby:

AA = Available Amount.

NP = net profits (including carried forward profits).

P = any freely distributable reserves.

CR = the amount of the capital reduction and legal reserve reduction relating to the class of Preference Shares to be cancelled.

L = losses (including carried forward losses) expressed as a positive.

LR = any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of Law or of the Articles.

OD = any dividends to which is entitled the holder(s) of the Ordinary Shares pursuant to the Articles.

PE = Profit Entitlement.

The Available Amount must be set out in the Interim Accounts of the respective Class Period and shall be assessed by the board of directors in good faith and with the view to the Company's ability to continue as a going concern.

- "Available Liquidities" shall mean (i) all the cash held by the Company (except for cash on term deposits with a remaining maturity exceeding six (6) months), (ii) any readily marketable money market instruments, bonds and notes and any receivable which in the opinion of the board of directors will be paid to the Company in the short term less any indebtedness or other debt of the Company payable in less than six (6) months determined on the basis of the Interim Accounts relating to the relevant Class Period (or New Period, as the case may be) and (iii) any assets such as shares, stock or securities of other kind held by the Company.

- "Cancellation Amount" shall mean an amount not exceeding the Available Amount relating to the relevant Class Period (or New Period, as the case may be) provided that such Cancellation Amount cannot be higher than the Available Liquidities relating to the relevant Class Period (or New Period).

- "Class Period" shall mean each of the Class A Period, the Class B Period, the Class C Period, the Class D Period, the Class E Period, the Class F Period, the Class G Period, the Class H Period, the Class I Period and the Class J Period.

- "Interim Accounts" shall mean the interim accounts of the Company as at the relevant Interim Account Date.

- "Interim Account Date" shall mean the date no earlier than thirty (30) days but not later than ten (10) days before the date of the repurchase and cancellation of the relevant Class.

- "Law" shall mean the law of August 10, 1915 on commercial companies as amended from time to time.

- "Profit Entitlement" shall mean the dividends of the Classes.

Art. 7. Founder shares.

7.1 The Company has issued one hundred thousand (100,000) founder shares (parts bénéficiaires), each having a nominal value of one cent (EUR 0.01) which do not represent the share capital of the Company and which do not confer any rights to the holders thereof save for the ones set out in these Articles (the "Founder Shares").

7.2 The Founder Shares will be issued in registered form only. The number of Founder Shares issued shall be registered in a register of Founder Shares held at the registered office of the Company, which will show the name and residence of the holders of Founder Shares as well as the number of Founder Shares held by them. Ownership of Founder Shares is established by registration in said register. Certificates of such registration shall be issued upon request and at the expense

of the relevant holder with such certificates, however, not serving as evidence of ownership. Any such certificate of Founder Shares shall be signed by any director of the Company.

7.3 All notices and announcements to holders of Founder Shares shall be sent to the address detailed in the above mentioned register. In the event that a holder of a Founder Share does not provide an address, the Company may permit a note to this effect to be entered in the register and the holder of the Founder Share's address will be deemed to be at the registered office of the Company or at such other address as may be so inscribed in the register by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by the holder of the Founder Share.

7.4 Holders of Founder Shares shall be entitled to participate in any general meeting of shareholders and be convened in the same manner as shareholders. Founder Shares are not required to be present for the quorum of general meetings of shareholders except as set out in this article 7.4 of the articles of association. The Founder Shares shall carry seven third (7/3) times (pro rata among the Founder Shares, and rounded up to full numbers) the number of votes of all share issued from time to time (i) for every resolution appointing or dismissing the directors of the Company and (ii) for every resolution proposed to amend the present article in this respect and article 17.3.

7.5 The Founder Shares shall carry no voting rights other than those specified in article 8.4.

7.6 Articles 8.2, 8.3 and 8.4 apply mutatis mutandis:

Art. 8. Register of shares - Transfer of shares.

8.1 A register of shares shall be kept at the registered office of the Company, where it shall be available for inspection by any shareholder. This register shall contain all the information required by the Law. Ownership of shares is established by registration in said share register. Certificates of such registration shall be issued upon request and at the expense of the relevant shareholder.

8.2 The Company will recognise only one holder per share. In case a share is owned by several persons, they shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company. The Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share until such representative has been appointed.

8.3 Subject to any Shareholders Agreement, the shares are freely transferable in accordance with the provisions of the Law. For the avoidance of doubt, this clause shall not apply to the Founder Shares.

8.4 Any transfer of registered shares shall become effective (opposable) towards the Company and third parties either (i) through a declaration of transfer recorded in the register of shares, signed and dated by the transferor and the transferee or their representatives, or (ii) upon notification of a transfer to, or upon the acceptance of the transfer by the Company.

C. General meetings of shareholders

Art. 9. Powers of the general meeting of shareholders.

9.1 The shareholders exercise their collective rights in the general meeting of shareholders. Any regularly constituted general meeting of shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company. The general meeting of shareholders is vested with the powers expressly reserved to it by the Law and by these articles of association.

9.2 If the Company has only one shareholder, any reference made herein to the "general meeting of shareholders" shall be construed as a reference to the "sole shareholder", depending on the context and as applicable and powers conferred upon the general meeting of shareholders shall be exercised by the sole shareholder.

Art. 10. Convening of general meetings of shareholders.

10.1 The general meeting of shareholders of the Company may at any time be convened by the board of directors or, as the case may be, by the internal auditor(s).

10.2 It must be convened by the board of directors or the internal auditor(s) upon written request of one or several shareholders representing at least ten percent (10%) of the Company's share capital. In such case, the general meeting of shareholders shall be held within a period of one (1) month from the receipt of such request.

10.3 The convening notice for every general meeting of shareholders shall contain the date, time, place and agenda of the meeting and shall be made through announcements published twice, with a minimum interval of ten (10) days, and ten (10) days before the meeting, in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations and in a Luxembourg newspaper. Notices by mail shall be sent ten (10) days before the meeting to the registered shareholders, but no proof that this formality has been complied with need be given. Where all the shares are in registered form, the convening notices may be made by registered letter only and shall be dispatched to each shareholder by registered mail at least eight (8) days before the date scheduled for the meeting.

10.4 If all of the shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and have waived any convening requirements, the meeting may be held without prior notice or publication.

Art. 11. Conduct of general meetings of shareholders.

11.1 The annual general meeting of shareholders shall be held in Luxembourg at the registered office of the Company or at such other place in Luxembourg as may be specified in the convening notice of such meeting, on 30th of April at

10 AM. If such day is a legal holiday, the annual general meeting shall be held on the next following business day. Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective convening notices.

11.2 A board of the meeting shall be formed at any general meeting of shareholders, composed of a chairman, a secretary and a scrutineer who need neither be shareholders nor members of the board of directors. The board of the meeting shall especially ensure that the meeting is held in accordance with applicable rules and, in particular, in compliance with the rules in relation to convening, majority requirements, vote tallying and representation of shareholders.

11.3 An attendance list must be kept at all general meetings of shareholders.

11.4 A shareholder may act at any general meeting of shareholders by appointing another person as his proxy in writing or by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication. One person may represent several or even all shareholders.

11.5 Shareholders taking part in a meeting by conference call, through video conference or by any other means of communication allowing their identification and allowing that all persons taking part in the meeting hear one another on a continuous basis and allowing an effective participation of all such persons in the meeting, are deemed to be present for the computation of the quorums and votes, subject to such means of communication being made available at the place of the meeting.

11.6 Each shareholder may vote at a general meeting through a signed voting form sent by post, electronic mail, facsimile or any other means of communication to the Company's registered office or to the address specified in the convening notice. The shareholders may only use voting forms provided by the Company which contain at least the place, date and time of the meeting, the agenda of the meeting, the proposals submitted to the shareholders, as well as for each proposal three boxes allowing the shareholder to vote in favour thereof, against, or abstain from voting by ticking the appropriate box.

11.7 Voting forms which, for a proposed resolution, do not show only (i) a vote in favour or (ii) a vote against the proposed resolution or (iii) an abstention are void with respect to such resolution. The Company shall only take into account voting forms received prior to the general meeting to which they relate.

Art. 12. Quorum and vote.

12.1 Each share entitles to one vote in general meetings of shareholders.

12.2 Except as otherwise required by the Law or these articles of association, resolutions at a general meeting of shareholders duly convened shall not require any presence quorum and shall be adopted at a simple majority of the votes validly cast regardless of the portion of capital represented. Abstentions and nil votes shall not be taken into account. For the avoidance of doubt, the Founder Shares are not required to be present for the quorum of, and are not entitled to vote during, the general meetings of shareholders, except as set out in this article 7.4 of the articles of association.

12.3 Resolutions appointing or dismissing the directors of the Company are only validly taken, if all Founder Shares have participated in such resolution.

Art. 13. Amendments of the articles of association. Except as otherwise provided herein, these articles of association may be amended by a majority of at least two thirds of the votes validly cast at a general meeting at which a quorum of more than half of the Company's share capital is present or represented. If no quorum is reached in a meeting, a second meeting may be convened in accordance with the Law and these articles of association which may deliberate regardless of the quorum and at which resolutions are taken at a majority of at least two thirds of the votes validly cast. Abstentions and nil votes shall not be taken into account.

Art. 14. Change of nationality. The shareholders may change the nationality of the Company only by unanimous consent.

Art. 15. Adjournment of general meeting of shareholders. Subject to the provisions of the Law, the board of directors may adjourn any general meeting of shareholders being in progress for four (4) weeks. The board of directors shall do so at the request of shareholders representing at least twenty percent (20%) of the share capital of the Company. In the event of an adjournment, any resolution already adopted by the general meeting of shareholders shall be cancelled.

Art. 16. Minutes of general meetings of shareholders.

16.1 The board of any general meeting of shareholders shall draw up minutes of the meeting which shall be signed by the members of the board of the meeting as well as by any shareholder upon its request.

16.2 Any copy and excerpt of such original minutes to be produced in judicial proceedings or to be delivered to any third party, shall be certified as a true copy of the original by the notary having had custody of the original deed, in case the meeting has been recorded in a notarial deed, or shall be signed by the chairman of the board of directors or by any two of its members.

D. Management

Art. 17. Composition and powers of the board of directors.

17.1 The Company shall be managed by a board of directors composed of at least three (3) members. However, where the Company has been incorporated by a single shareholder or where it appears at a shareholders' meeting that all the shares issued by the Company are held by a sole shareholder, the Company may be managed by a sole director until the

next general meeting of shareholders following the increase of the number of shareholders. In such case, to the extent applicable and where the term “sole director” is not expressly mentioned in these articles of association, a reference to the “board of directors” used in these articles of association is to be construed as a reference to the “sole director”.

17.2 The board of directors is vested with the broadest powers to act in the name of the Company and to take any actions necessary or useful to fulfill the Company’s corporate purpose, with the exception of the powers reserved by the Law or by these articles of association to the general meeting of shareholders.

17.3 The Company grants a power of attorney to EPIC I GP S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered address at Boulevard de la Foire 1, L-1528 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, and registered with Luxembourg Company and Trade Register under number B186222 (the “Proxyholder”), acting individually and with full power of substitution, to act on behalf of and represent the Company, itself acting individually or by a power of attorney as the case may be, at any shareholders or interest holders’ meeting or resolution in writing of any company, corporation, partnership or any other entity and/or any subsidiary thereof in which the Company holds directly or indirectly shares, interests or any other participation in respect of (and only in this respect) (i) the appointment or dismissal of directors, managers or other members of any managing, governing and/or supervisory body for which the Company is entitled to vote (ii) the amendment of the articles, partnership agreement or bylaws, as the case may be, with respect to the appointment or dismissal of directors, managers or other members of any managing, governing and/or supervisory body for which the Company is entitled to vote.

Art. 18. Daily management.

18.1 The daily management of the Company as well as the representation of the Company in relation with such daily management may, in accordance with article 60 of the Law, be delegated to one or more directors, officers or other agents, acting individually or jointly. Their appointment, removal and powers shall be determined by a resolution of the board of directors.

18.2 The Company may also grant special powers by notarised proxy or private instrument.

Art. 19. Appointment, removal and term of office of directors.

19.1 The directors shall be appointed by the general meeting of shareholders which shall determine their remuneration and term of office.

19.2 The term of office of a director may not exceed six (6) years. Directors may be re-appointed for successive terms.

19.3 Each director is appointed by the general meeting of shareholders at a simple majority of the votes validly cast, it being provided that the Founder Shares shall carry seventy (70%) of the voting rights and the Shares shall carry thirty per cent (30%) of the voting rights to appoint the directors.

19.4 Any director may be removed from office at any time with or without cause by the general meeting of shareholders at a simple majority of the votes validly cast, it being provided that that the Founder Shares shall carry seventy (70%) of the voting rights and the Shares shall carry thirty per cent (30%) of the voting rights to remove the directors.

19.5 If a legal entity is appointed as director of the Company, such legal entity must designate a private individual as permanent representative who shall perform this role in the name and on behalf of the legal entity. The relevant legal entity may only remove its permanent representative if it appoints a successor at the same time. An individual may only be a permanent representative of one (1) director of the Company and may not be a director of the Company at the same time.

Art. 20. Vacancy in the office of a director.

20.1 In the event of a vacancy in the office of a director because of death, legal incapacity, bankruptcy, resignation or otherwise, this vacancy may be filled on a temporary basis and for a period of time not exceeding the initial mandate of the replaced director by the remaining directors until the next meeting of shareholders which shall resolve on the permanent appointment in compliance with the applicable legal provisions and article 19.3.

20.2 In case the vacancy occurs in the office of the Company’s sole director, such vacancy must be filled without undue delay by the general meeting of shareholders in compliance with article 19.3.

Art. 21. Convening meetings of the board of directors.

21.1 The board of directors shall meet upon call by the chairman, or by any director. Meetings of the board of directors shall be held at the registered office of the Company unless otherwise indicated in the notice of meeting.

21.2 Written notice of any meeting of the board of directors must be given to directors twenty-four (24) hours at least in advance of the time scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the reasons of such emergency must be mentioned in the notice. Such notice may be omitted in case of assent of each director in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of such signed document being sufficient proof thereof. No prior notice shall be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of directors which has been communicated to all directors.

21.3 No prior notice shall be required in case all the members of the board of directors are present or represented at a board meeting and waive any convening requirements or in the case of resolutions in writing approved and signed by all members of the board of directors.

Art. 22. Conduct of meetings of the board of directors.

22.1 The board of directors shall elect among its members a chairman. It may also choose a secretary who does not need to be a director and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of directors.

22.2 The chairman shall chair all meetings of the board of directors, but in his absence, the board of directors may appoint another director as chairman pro tempore by vote of the majority of directors present at any such meeting.

22.3 Any director may act at any meeting of the board of directors by appointing another director as his proxy in writing, or by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of the appointment being sufficient proof thereof. A director may represent one or more, but not all of the other directors.

22.4 Meetings of the board of directors may also be held by conference call or video conference or by any other means of communication allowing all persons participating at such meeting to hear one another on a continuous basis and allowing an effective participation in the meeting. Participation in a meeting by these means is equivalent to participation in person at such meeting and the meeting is deemed to be held at the registered office of the Company.

22.5 The board of directors can deliberate or act validly only if at least a majority of the directors are present or represented at a meeting of the board of directors.

22.6 Decisions shall be taken by a majority vote of the directors present or represented at such meeting. In the case of a tie, the chairman shall have a casting vote.

22.7 Save as otherwise provided by the Law, any director who has, directly or indirectly, an interest in a transaction submitted to the approval of the board of directors which conflicts with the Company's interest, must inform the board of directors of such conflict of interest and must have his declaration recorded in the minutes of the board meeting. The relevant director may not take part in the discussions on and may not vote on the relevant transaction. Any such conflict of interest must be reported to the next general meeting of shareholders prior to such meeting taking any resolution on any other item.

22.8 Where the Company comprises a single director, transactions made between the Company and the director having an interest conflicting with that of the Company is only mentioned in the resolution of the sole director.

22.9 The conflict of interest rules shall not apply where the decision of the board of directors or the sole director relates to current operations entered into under normal conditions.

22.10 The board of directors may, unanimously, pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication. Each director may express his consent separately, the entirety of the consents evidencing the adoption of the resolutions. The date of such resolutions shall be the date of the last signature.

22.11 The majority of the meetings of the board of directors shall be held in the Grand Duchy of Luxembourg at the registered office of the Company or at such other place in Luxembourg as may be specified in the convening notice of such meeting.

Art. 23. Minutes of the meeting of the board of directors - Minutes of the decisions of the sole director.

23.1 The minutes of any meeting of the board of directors shall be signed by the chairman or, in his absence, by the chairman pro tempore, or by any two (2) directors. Copies or excerpts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman or by any two (2) directors.

23.2 Decisions of the sole director shall be recorded in minutes which shall be signed by the sole director. Copies or excerpts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the sole director.

Art. 24. Dealing with third parties.

24.1 The Company shall be bound towards third parties in all circumstances by (i) the signature of the sole director, or, if the Company has several directors, by the joint signature of any two (2) directors or by (ii) the signature of any person(s) to whom such power may have been delegated by the board of directors within the limits of such delegation.

24.2 Within the limits of the daily management, the Company shall be bound towards third parties by the signature of any person(s) to whom such power may have been delegated, acting individually or jointly in accordance within the limits of such delegation.

E. Audit and supervision**Art. 25. Auditor(s).**

25.1 The operations of the Company shall be supervised by one or several internal auditors (commissaire(s)). The general meeting of shareholders shall appoint the internal auditor(s) and shall determine their term of office, which may not exceed six (6) years.

25.2 An internal auditor may be removed at any time, without notice and with or without cause by the general meeting of shareholders.

25.3 The internal auditors have an unlimited right of permanent supervision and control of all operations of the Company.

25.4 If the general meeting of shareholders of the Company appoints one or more independent auditor(s) (réviseur (s) d'entreprises agréé(s)) in accordance with article 69 of the law of 19 December 2002 regarding the trade and companies

register and the accounting and annual accounts of undertakings, as amended, the institution of internal auditor(s) is suppressed.

25.5 An independent auditor may only be removed by the general meeting of shareholders with cause or with his approval.

F. Financial year - Annual accounts - Allocation of profits - Interim dividends

Art. 26. Financial year. The financial year of the Company shall begin on the first of January of each year and shall end on the thirty-first of December of the same year.

Art. 27. Annual accounts and allocation of profits.

27.1 At the end of each financial year, the accounts are closed and the board of directors draws up an inventory of the Company's assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss accounts in accordance with the law.

27.2 Of the annual net profits of the Company, five per cent (5%) at least shall be allocated to the legal reserve. This allocation shall cease to be mandatory as soon and as long as the aggregate amount of such reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital of the Company.

27.3 Sums contributed to a reserve of the Company by a shareholder may also be allocated to the legal reserve if the contributing shareholder agrees to such allocation.

27.4 In case of a share capital reduction, the Company's legal reserve may be reduced in proportion so that it does not exceed ten per cent (10%) of the share capital.

27.5 Upon recommendation of the board of directors, the general meeting of shareholders shall determine how the remainder of the Company's profits shall be used in accordance with the Law and these articles of association.

27.6 In the event of a dividend declaration, such dividend shall be allocated and paid in the following order:

i. the holder(s) of the Ordinary Shares shall be entitled to a dividend equal to 0.60% of the nominal value of the Ordinary Shares;

ii. the holder(s) of the Class A Shares shall be entitled to a dividend equal to 0.10% of the nominal value of the Class A Shares;

iii. the holder(s) of the Class B Shares shall be entitled to a dividend equal to 0.15% of the nominal value of the Class B Shares;

iv. the holder(s) of the Class C Shares shall be entitled to a dividend equal to 0.20% of the nominal value of the Class C Shares;

v. the holder(s) of the Class D Shares shall be entitled to a dividend equal to 0.25% of the nominal value of the Class D Shares;

vi. the holder(s) of the Class E Shares shall be entitled to a dividend equal to 0.30% of the nominal value of the Class E Shares;

vii. the holder(s) of the Class F Shares shall be entitled to a dividend equal to 0.35% of the nominal value of the Class F Shares;

viii. the holder(s) of the Class G Shares shall be entitled to a dividend equal to 0.40% of the nominal value of the Class G Shares;

ix. the holder(s) of the Class H Shares shall be entitled to a dividend equal to 0.45% of the nominal value of the Class H Shares;

x. the holder(s) of the Class I Shares shall be entitled to a dividend equal to 0.50% of the nominal value of the Class I Shares;

xi. the holder(s) of the Class J Shares shall be entitled to a dividend equal to 0.55% of the nominal value of the Class J Shares;

the balance (less any amounts paid to the holders of Founder Shares) shall be allocated to the holder(s) of the relevant Class Shares pursuant to a decision taken by the general meeting of Shareholders.

27.7 In case of distribution, the holders of Founder Shares shall be entitled pro rata zero point zero one per cent (0.01%) of the Company's annual net profits it being provided that such distribution shall be capped at ten (10) times of the aggregate nominal value of the Founder Shares.

Art. 28. Interim dividends - Share premium and assimilated premiums.

28.1 The board of directors may proceed to the payment of interim dividends subject to the provisions of the Law.

28.2 Any share premium, assimilated premium or other distributable reserve may be freely distributed to the shareholders subject to the provisions of the Law and these articles of association.

G. Liquidation

Art. 29. Liquidation.

29.1 In the event of dissolution of the Company in accordance with article 3.2 of these articles of association, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators who are appointed by the general meeting of shareholders

deciding such dissolution and which shall determine their powers and their compensation. Unless otherwise provided, the liquidators shall have the most extensive powers for the realisation of the assets and payment of the liabilities of the Company.

29.2 The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities shall be distributed among the shareholders in proportion to the number of shares of the Company held by them.

H. Final clause - Governing law

Art. 30. Governing law. All matters not governed by these articles of association shall be determined in accordance with the Law.”

Nothing else being on the agenda, the meeting is adjourned at 11.30 a.m.

Costs and Expenses

The costs, expenses, fees and charges of any kind which shall be borne by the Company as a result of this deed are estimated at five thousand four hundred euro (EUR 5,400,-).

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day specified at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing parties, this deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing parties and in case of discrepancy between the English and the French text, the English version shall prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing parties, known to the notary by name, first name and residence, the said proxyholder of the appearing parties signed together with the notary the present deed.

Deutsche Uebersetzung des vorstehenden Textes

Am achtzehnten Tag des Monats Dezember im Jahre zweitausendundvierzehn,

vor dem unterzeichnenden Notar Edouard DELSOCH, mit Amtssitz in Diekirch, im Großherzogtum Luxemburg,

wurde eine

außerordentliche Hauptversammlung der Aktionäre der Firewall Investments, S.A. (nachfolgend die „Gesellschaft“), eine société anonyme, mit Gesellschaftssitz in 1, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxemburg, eingetragen im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 191622, welche durch notarielle Urkunde des Notars Maître Edouard Delosch, mit Amtssitz in Diekirch, Großherzogtum Luxembourg am 06. November 2014 gegründet wurde, die Veröffentlichung im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations noch ausstehend, abgehalten.

Die Versammlung wurde um 11.15 Uhr eröffnet, mit Herrn Christoph Diesel, geschäftsansässig in Luxemburg als Vorsitzenden.

Der Vorsitzende bestimmte zum Schriftführer und die Versammlung ernannte als Stimmzähler Frau Julia Szafranska, geschäftsansässig in Luxemburg.

Nach der Bestimmung der Versammlungsleitung erklärt der Vorsitzende und ersucht den Notar um die Beurkundung des folgenden:

I. Die bei der Versammlung anwesenden oder vertretenen Aktionäre, die Vollmachten der vertretenen Aktionäre sowie die Anzahl der von ihnen gehaltenen Aktien werden auf der Anwesenheitsliste, welche von den anwesenden Aktionären, den Bevollmächtigten der vertretenen Aktionäre, der Versammlungsleitung und dem unterzeichneten Notar unterschrieben wird, dargestellt. Diese wird der vorliegenden Urkunde beigelegt, um gleichzeitig bei der Registrierungsbehörde eingereicht zu werden.

Die genannten Vollmachten der vertretenen Aktionäre werden nach deren Unterzeichnung ne varietur durch die erschienen Parteien und den Notar der vorliegenden Urkunde beigelegt, um gleichzeitig bei der Registrierungsbehörde eingereicht zu werden.

II. Aus der genannten Anwesenheitsliste geht hervor, dass alle einunddreißtausend (31.000) Aktien, unterteilt in dreitausendeinhundert (3.100) rücknehmbare Aktien der Klasse 1 (die „Tranche 1 Aktien“); dreitausendeinhundert (3.100) rücknehmbare Aktien der Klasse 2 (die „Tranche 2 Aktien“); dreitausendeinhundert (3.100) rücknehmbare Aktien der Klasse 3 (die „Tranche 3 Aktien“); dreitausendeinhundert (3.100) rücknehmbare Aktien der Klasse 4 (die „Tranche 4 Aktien“); dreitausendeinhundert (3.100) rücknehmbare Aktien der Klasse 5 (die „Tranche 5 Aktien“); dreitausendeinhundert (3.100) rücknehmbare Aktien der Klasse 6 (die „Tranche 6 Aktien“); dreitausendeinhundert (3.100) rücknehmbare Aktien der Klasse 7 (die „Tranche 7 Aktien“); dreitausendeinhundert (3.100) rücknehmbare Aktien der Klasse 8 (die „Tranche 8 Aktien“); dreitausendeinhundert (3.100) rücknehmbare Aktien der Klasse 9 (die „Tranche 9 Aktien“); dreitausendeinhundert (3.100) rücknehmbare Aktien der Klasse 10 (die „Tranche 10 Aktien“), welche einhundert Prozent (100%) des Grundkapitals der Gesellschaft darstellen, bei der Versammlung wirksam vertreten sind.

III. Die Versammlung wurde somit wirksam gebildet und kann rechtskräftig über alle Tagesordnungspunkte beschließen.

IV. Die Tagesordnung der Versammlung lautet wie folgt:

1. Herabsetzung des Nennwertes von einem Euro (EUR 1,-) auf einen Euro Cent (0,01 EUR).

2. Schaffung einer neuen Aktienklasse, welche als gewöhnliche Aktien bezeichnet werden (die „Gewöhnliche Aktien“), mit einem Nennwert von einem Euro Cent (EUR 0,01) und Umwandlung, der bestehenden dreitausendeinhundert (3.100) Tranche 1 Aktien; dreitausendeinhundert (3.100) Tranche 2 Aktien; dreitausendeinhundert (3.100) Tranche 3 Aktien; dreitausendeinhundert (3.100) Tranche 4 Aktien; dreitausendeinhundert (3.100) Tranche 5 Aktien; dreitausendeinhundert (3.100) Tranche 6 Aktien; dreitausendeinhundert (3.100) Tranche 7 Aktien; dreitausendeinhundert (3.100) Tranche 8 Aktien; dreitausendeinhundert (3.100) Tranche 9 Aktien; dreitausendeinhundert (3.100) Tranche 10 Aktien, alle mit einem Nennwert von einem Euro (EUR 1,-), in drei Millionen einhunderttausend (3.100.000) Gewöhnliche Aktien, ohne eine Rücknahme von Aktien.

3. Schaffung von neuen Aktienklassen (eine jede als „Aktienklasse“), im Nachhinein als rücknehmbare Aktien der Aktienklasse A (die „Aktienklasse A Aktien“); rücknehmbare Aktien der Aktienklasse B (die „Aktienklasse B Aktien“); rücknehmbare Aktien der Aktienklasse C (die „Aktienklasse C Aktien“); rücknehmbare Aktien der Aktienklasse D (die „Aktienklasse D Aktien“); rücknehmbare Aktien der Aktienklasse E (die „Aktienklasse E Aktien“); rücknehmbare Aktien der Aktienklasse F (die „Aktienklasse F Aktien“); rücknehmbare Aktien der Aktienklasse G (die „Aktienklasse G Aktien“); rücknehmbare Aktien der Aktienklasse H (die „Aktienklasse H Aktien“); rücknehmbare Aktien der Aktienklasse I (die „Aktienklasse I Aktien“); rücknehmbare Aktien der Aktienklasse J (die „Aktienklasse J Aktien“), bezeichnet, welche jeweils einen Nennwert von einem Euro Cent (EUR 0,01) haben.

4. Erhöhung des Grundkapitals der Gesellschaft um eine Millionen Euro (EUR 1.000.000), um das aktuelle Grundkapital von einunddreißigtausend Euro (EUR 31.000) auf eine Millionen einunddreißigtausend Euro zu erhöhen, durch Ausgabe von zehn Millionen (10.000.000) Aktienklasse A Aktien; zehn Millionen (10.000.000) Aktienklasse B Aktien; zehn Millionen (10.000.000) Aktienklasse C Aktien; zehn Millionen (10.000.000) Aktienklasse D Aktien; zehn Millionen (10.000.000) Aktienklasse E Aktien; zehn Millionen (10.000.000) Aktienklasse F Aktien; zehn Millionen (10.000.000) Aktienklasse G Aktien; zehn Millionen (10.000.000) Aktienklasse H Aktien; zehn Millionen (10.000.000) Aktienklasse I Aktien; zehn Millionen (10.000.000) Aktienklasse J Aktien, jeweils mit einem Nennwert von einem Euro Cent (EUR 0,01).

5. Vollständige Neufassung der Satzung der Gesellschaft.

6. Verschiedenes.

Nach vollständiger Kenntnisnahme der verschiedenen Tagesordnungspunkte hat die Hauptversammlung der Aktionäre einstimmig beschlossen und den unterzeichnenden Notar ersucht, folgende Beschlüsse zu beurkunden:

Erster Beschluss

Die Hauptversammlung der Aktionäre beschließt die Herabsetzung des Nennwertes der Aktien, welche das Grundkapital bilden von einen Euro (EUR 1,-) auf einen Euro Cent (EUR 0,01).

Zweiter Beschluss

Die Hauptversammlung der Aktionäre beschließt die Schaffung von neuen Aktienklassen, welche als Gewöhnliche Aktien bezeichnet werden, mit einem jeweiligen Nennwert von einem Euro Cent (EUR 0,01) und die Umwandlung der bestehenden einunddreißigtausend (31.000) Aktien, welche sich aus dreitausendeinhundert (3.100) Tranche 1 Aktien, dreitausendeinhundert (3.100) Tranche 2 Aktien, dreitausendeinhundert (3.100) Tranche 3 Aktien, dreitausendeinhundert (3.100) Tranche 4 Aktien, dreitausendeinhundert (3.100) Tranche 5 Aktien, dreitausendeinhundert (3.100) Tranche 6 Aktien, dreitausendeinhundert (3.100) Tranche 7 Aktien, dreitausendeinhundert (3.100) Tranche 8 Aktien, dreitausendeinhundert (3.100) Tranche 9 Aktien, dreitausendeinhundert (3.100) Tranche 10 Aktien, alle mit einem Nennwert von einem Euro (EUR 1,-), zusammensetzen, in drei Millionen einhunderttausend (3.100.000) Gewöhnliche Aktien mit einem jeweiligen Nennwert von einem Euro Cent (EUR 0,01), wie folgt:

(i) vierzehntausendachtundachtzig (14.880) Aktien, wiederrum unterteilt in eintausendvierhundertachtundachtzig (1.488) Tranche 1 Aktien, eintausendvierhundertachtundachtzig (1.488) Tranche 2 Aktien, eintausendvierhundertachtundachtzig (1.488) Tranche 3 Aktien, eintausendvierhundertachtundachtzig (1.488) Tranche 4 Aktien, eintausendvierhundertachtundachtzig (1.488) Tranche 5 Aktien, eintausendvierhundertachtundachtzig (1.488) Tranche 6 Aktien, eintausendvierhundertachtundachtzig (1.488) Tranche 7 Aktien, eintausendvierhundertachtundachtzig (1.488) Tranche 8 Aktien, eintausendvierhundertachtundachtzig (1.488) Tranche 9 Aktien, eintausendvierhundertachtundachtzig (1.488) Tranche 10 Aktien, welche von EPIC Fund I, SLP, eine spezielle Kommanditgesellschaft (société en commandite spéciale), gegründet und bestehend nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg, mit eingetragenem Gesellschaftssitz in Boulevard de la Foire 1, L-1528 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 186574, vertreten durch ihren Geschäftsführer (gérant) Castik Capital, S. à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), gegründet und bestehend nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg, mit eingetragenem Gesellschaftssitz in Boulevard de la Foire 1, L-1528 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, mit einem Stammkapital von fünfhundertzwölftausendfünfhundert Euro (EUR 512.500), eingetragen im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer 186205, gehalten werden, werden zu eine Millionen vierhundertachtundachtzigtausend (1.488.000) Gewöhnlichen Aktien mit einem Nennwert von einem Euro Cent (EUR 0,01) umgewandelt;

(ii) vierzehntausendachtundachtzig (14.880) Aktien, wiederrum unterteilt in eintausendvierhundertachtundachtzig (1.488) Tranche 1 Aktien, eintausendvierhundertachtundachtzig (1.488) Tranche 2 Aktien, eintausendvierhundertachtundachtzig (1.488) Tranche 3 Aktien, eintausendvierhundertachtundachtzig (1.488) Tranche 4 Aktien, eintausendvier-

hundertachtundachtzig (1.488) Tranche 5 Aktien, eintausendvierhundertachtundachtzig (1.488) Tranche 6 Aktien, eintausendvierhundertachtundachtzig (1.488) Tranche 7 Aktien, eintausendvierhundertachtundachtzig (1.488) Tranche 8 Aktien, eintausendvierhundertachtundachtzig (1.488) Tranche 9 Aktien, eintausendvierhundertachtundachtzig (1.488) Tranche 10 Aktien, welche von EPIC Fund I Sidecar, SLP, eine spezielle Kommanditgesellschaft (société en commandite spéciale), gegründet und bestehend nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg, mit eingetragenem Gesellschaftssitz in Boulevard de la Foire 1, L-1528 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 186573, vertreten durch ihren Geschäftsführer (gérant) Castik Capital, S. à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), gegründet und bestehend nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg, mit eingetragenem Gesellschaftssitz in Boulevard de la Foire 1, L-1528 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, mit einem Stammkapital von fünfzehntausendfünfhundert Euro (EUR 512.500), eingetragen im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer 186205, gehalten werden, werden zu eine Millionen vierhundertachtundachtzigtausend (1.488.000) Gewöhnlichen Aktien mit einem Nennwert von einem Euro Cent (EUR 0,01) umgewandelt;

(iii) eintausendzweihundertvierzig (1.240) Aktien, wiederrum unterteilt in einhundertvierundzwanzig (124) Tranche 1 Aktien, einhundertvierundzwanzig (124) Tranche 2 Aktien, einhundertvierundzwanzig (124) Tranche 3 Aktien, einhundertvierundzwanzig (124) Tranche 4 Aktien, einhundertvierundzwanzig (124) Tranche 5 Aktien, einhundertvierundzwanzig (124) Tranche 6 Aktien, einhundertvierundzwanzig (124) Tranche 7 Aktien, einhundertvierundzwanzig (124) Tranche 8 Aktien, einhundertvierundzwanzig (124) Tranche 9 Aktien, einhundertvierundzwanzig (124) Tranche 10 Aktien, welche von EPIC I Team Co-Invest, SLP, eine spezielle Kommanditgesellschaft (société en commandite spéciale), gegründet und bestehend nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg, mit eingetragenem Gesellschaftssitz in Boulevard de la Foire 1, L-1528 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 187315, vertreten durch ihren geschäftsführe Kommanditisten (associé commandité gérant) EPIC I GP, S. à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), gegründet und bestehend nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg, mit eingetragenem Gesellschaftssitz in Boulevard de la Foire 1, L-1528 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, mit einem Stammkapital von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500), eingetragen im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer 186222, gehalten werden, werden zu einhundertvierundzwanzigttausend (124.000) Gewöhnlichen Aktien mit einem Nennwert von einem Euro Cent (EUR 0,01) umgewandelt;

Dritter Beschluss

Die Hauptversammlung der Aktionäre beschließt die Schaffung von neuen Aktienklassen (jede eine „Aktienklasse“), welche im Folgenden Gewöhnliche Aktien als rücknehmbare Aktien der Aktienklasse A (die „Aktienklasse A Aktien“); rücknehmbare Aktien der Aktienklasse B (die „Aktienklasse B Aktien“); rücknehmbare Aktien der Aktienklasse C (die „Aktienklasse C Aktien“); rücknehmbare Aktien der Aktienklasse D (die „Aktienklasse D Aktien“); rücknehmbare Aktien der Aktienklasse E (die „Aktienklasse E Aktien“); rücknehmbare Aktien der Aktienklasse F (die „Aktienklasse F Aktien“); rücknehmbare Aktien der Aktienklasse G (die „Aktienklasse G Aktien“); rücknehmbare Aktien der Aktienklasse H (die „Aktienklasse H Aktien“); rücknehmbare Aktien der Aktienklasse I (die „Aktienklasse I Aktien“); rücknehmbare Aktien der Aktienklasse J (die „Aktienklasse J Aktien“), bezeichnet werden, welche jeweils einen Nennwert von einem Euro Cent (EUR 0,01) haben.

Vierter Beschluss

Die Hauptversammlung der Aktionäre beschließt das Grundkapital der Gesellschaft um eine Million Euro (EUR 1.000.000) zu erhöhen, um das aktuelle Grundkapital von einunddreißigttausend Euro (EUR 31.000) auf eine Million einunddreißigttausend Euro (EUR 1.031.000,-) zu erhöhen, durch Ausgabe von zehn Millionen (10.000.000) Aktienklasse A Aktien; zehn Millionen (10.000.000) Aktienklasse B Aktien; zehn Millionen (10.000.000) Aktienklasse C Aktien; zehn Millionen (10.000.000) Aktienklasse D Aktien; zehn Millionen (10.000.000) Aktienklasse E Aktien; zehn Millionen (10.000.000) Aktienklasse F Aktien; zehn Millionen (10.000.000) Aktienklasse G Aktien; zehn Millionen (10.000.000) Aktienklasse H Aktien; zehn Millionen (10.000.000) Aktienklasse I Aktien; zehn Millionen (10.000.000) Aktienklasse J Aktien, jeweils mit einem Nennwert von einem Euro Cent (EUR 0,01).

Zeichnung und Einzahlung

Einhundert Millionen (100.000.000) neue Aktien wurden sämtlich wie folgt gezeichnet:

(i) EPIC Fund I, SLP, wie zuvor erwähnt, zeichnete siebenundvierzig Millionen neunhundertachtundneunzigtausendvierzig (47.998.040) Aktien zum Preis von sechs Millionen fünfhundertelftausendsiebenundachtzig Euro (EUR 6.511.087,-), die sich wie folgt zusammensetzen:

- a) vier Millionen siebenhundertneunundneunzigtausendachthundertvier (4.799.804) Aktienklasse A Aktien;
- b) vier Millionen siebenhundertneunundneunzigtausendachthundertvier (4.799.804) Aktienklasse B Aktien;
- c) vier Millionen siebenhundertneunundneunzigtausendachthundertvier (4.799.804) Aktienklasse C Aktien;
- d) vier Millionen siebenhundertneunundneunzigtausendachthundertvier (4.799.804) Aktienklasse D Aktien;
- e) vier Millionen siebenhundertneunundneunzigtausendachthundertvier (4.799.804) Aktienklasse E Aktien;
- f) vier Millionen siebenhundertneunundneunzigtausendachthundertvier (4.799.804) Aktienklasse F Aktien;

- g) vier Millionen siebenhundertneunundneunzigtausendachthundertvier (4.799.804) Aktienklasse G Aktien;
- h) vier Millionen siebenhundertneunundneunzigtausendachthundertvier (4.799.804) Aktienklasse H Aktien;
- i) vier Millionen siebenhundertneunundneunzigtausendachthundertvier (4.799.804) Aktienklasse I Aktien;
- j) vier Millionen siebenhundertneunundneunzigtausendachthundertvier (4.799.804) Aktienklasse J Aktien;

Die Gesamtsumme von sechs Millionen fünfhundertelftausendsiebenundachtzig Euro (EUR 6.511.087,-) verteilt sich wie folgt: Vierhundertneunundsiebzigttausendneunhundertachtzig Komma vierzig Euro (EUR 479.980,40) entfallen auf das Grundkapital und sechs Millionen einunddreißigtausendeinhundertsechs Komma sechzig Euro (EUR 6.031.106,60) entfallen pro rata auf das Agio der Aktien jeder Aktienklasse.

(ii) EPIC Fund I Sidecar, SLP, wie zuvor erwähnt, zeichnete siebenundvierzig Millionen neunhundertachtundneunzigtausendsiebzig (47.998.040) Aktien zum Preis von sechs Millionen fünfhundertelftausendsiebenundachtzig Euro (EUR 6.511.087,-), die sich wie folgt zusammensetzen:

- a) vier Millionen siebenhundertneunundneunzigtausendachthundertvier (4.799.804) Aktienklasse A Aktien;
- b) vier Millionen siebenhundertneunundneunzigtausendachthundertvier (4.799.804) Aktienklasse B Aktien;
- c) vier Millionen siebenhundertneunundneunzigtausendachthundertvier (4.799.804) Aktienklasse C Aktien;
- d) vier Millionen siebenhundertneunundneunzigtausendachthundertvier (4.799.804) Aktienklasse D Aktien;
- e) vier Millionen siebenhundertneunundneunzigtausendachthundertvier (4.799.804) Aktienklasse E Aktien;
- f) vier Millionen siebenhundertneunundneunzigtausendachthundertvier (4.799.804) Aktienklasse F Aktien;
- g) vier Millionen siebenhundertneunundneunzigtausendachthundertvier (4.799.804) Aktienklasse G Aktien;
- h) vier Millionen siebenhundertneunundneunzigtausendachthundertvier (4.799.804) Aktienklasse H Aktien;
- i) vier Millionen siebenhundertneunundneunzigtausendachthundertvier (4.799.804) Aktienklasse I Aktien;
- j) vier Millionen siebenhundertneunundneunzigtausendachthundertvier (4.799.804) Aktienklasse J Aktien;

Die Gesamtsumme von sechs Millionen fünfhundertelftausendsiebenundachtzig Euro (EUR 6.511.087,-) verteilt sich wie folgt: Vierhundertneunundsiebzigttausendneunhundertachtzig Komma vierzig Euro (EUR 479.980,40) entfallen auf das Grundkapital und sechs Millionen einunddreißigtausendeinhundertsechs Komma sechzig Euro (EUR 6.031.106,60) entfallen pro rata auf das Agio der Aktien jeder Aktienklasse.

(i) EPIC I Team Co-Invest, SLP, wie zuvor erwähnt, vier Millionen dreitausendneunhundertzwanzig (4.003.920) Aktien zum Preis von fünfhundertdreiundvierzigtausendeinhundertvierundvierzig Euro (EUR 543.144,-), die sich wie folgt zusammensetzen:

- a) vierhunderttausenddreihundertzweiundneunzig (400.392) Aktienklasse A Aktien;
- b) vierhunderttausenddreihundertzweiundneunzig (400.392) Aktienklasse B Aktien;
- c) vierhunderttausenddreihundertzweiundneunzig (400.392) Aktienklasse C Aktien;
- d) vierhunderttausenddreihundertzweiundneunzig (400.392) Aktienklasse D Aktien;
- e) vierhunderttausenddreihundertzweiundneunzig (400.392) Aktienklasse E Aktien;
- f) vierhunderttausenddreihundertzweiundneunzig (400.392) Aktienklasse F Aktien;
- g) vierhunderttausenddreihundertzweiundneunzig (400.392) Aktienklasse G Aktien;
- h) vierhunderttausenddreihundertzweiundneunzig (400.392) Aktienklasse H Aktien;
- i) vierhunderttausenddreihundertzweiundneunzig (400.392) Aktienklasse I Aktien;
- j) vierhunderttausenddreihundertzweiundneunzig (400.392) Aktienklasse J Aktien;

Die Gesamtsumme von fünfhundertdreiundvierzigtausendeinhundertvierundvierzig Euro (EUR 543.144,-) verteilt sich wie folgt: Vierzigtausendneununddreißig Komma zwanzig Euro (EUR 40.039,20) entfallen auf das Grundkapital und fünfhundertdreitausendeinhundertvier Komma achtzig Euro (EUR 503.104,80) entfallen pro rata auf das Agio der Aktien jeder Aktienklasse.

Die gezeichneten Aktien sind vollständig in bar eingezahlt, sodass der Gesamtbetrag von dreizehn Millionen fünfhundertfünfundsiebzigttausenddreihundertsiebzehn Euro (EUR 13.565.317,-) der Gesellschaft von diesem Zeitpunkt an, wie dem unterzeichneten Notar nachgewiesen, zur Verfügung steht.

Sechster Beschluss

Die Hauptversammlung der Aktionäre beschließt, die Satzung der Gesellschaft vollständig neu zu erlassen, die nun wie folgt lautet:

A. Name - Zweck - Dauer - Sitz

Art. 1. Name - Rechtsform. Es besteht eine Aktiengesellschaft (société anonyme) mit dem Namen Firewall Investments, S.A. (die "Gesellschaft"), welche den Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in seiner aktuellen Fassung (das „Gesetz von 1915“) und dieser Satzung unterliegt.

Art. 2. Zweck der Gesellschaft.

2.1 Zweck der Gesellschaft ist das Halten von Beteiligungen jeglicher Art an luxemburgischen und ausländischen Gesellschaften sowie jede andere Form der Investition, der Erwerb von Wertpapieren jeder Art durch Kauf, Zeichnung oder auf andere Weise, sowie deren Übertragung durch Verkauf, Tausch oder in anderer Form und die Verwaltung, Kontrolle und Entwicklung ihrer Beteiligungen.

2.2 Die Gesellschaft kann des Weiteren für Gesellschaften, in welchen sie eine direkte oder indirekte Beteiligung oder Rechte jeglicher Art hält oder welche der gleichen Unternehmensgruppe wie sie selbst angehören, Garantien geben, Sicherheiten einräumen, Kredite gewähren oder diese auf jede andere Weise unterstützen.

2.3 Die Gesellschaft kann in jeder Form Gelder aufbringen, insbesondere durch Aufnahme von Darlehen in jeglicher Form oder mittels Ausgabe aller Arten von Anleihen, Wertpapieren und Schuldtiteln, Schuldverschreibungen, Obligationen und generell jeglicher Form von Schuldscheinen bzw. Wertpapieren.

2.4 Die Gesellschaft kann alle Tätigkeiten kaufmännischer, gewerblicher, industrieller und finanzieller Natur sowie solche, welche geistiges Eigentum oder Grundeigentum betreffen vornehmen, die ihr zur Erreichung dieser Zwecke förderlich erscheinen.

Art. 3. Dauer.

3.1 Die Gesellschaft wird für unbegrenzte Dauer gegründet.

3.2 Sie kann jederzeit und ohne Begründung durch einen Beschluss der Hauptversammlung der Aktionäre aufgelöst werden, welcher in und mit der für eine Satzungsänderung erforderlichen Form und Mehrheit gefasst wird.

Art. 4. Sitz.

4.1 Der Sitz der Gesellschaft ist in der Stadt Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

4.2 Innerhalb derselben Gemeinde kann der Gesellschaftssitz durch einen Beschluss des Verwaltungsrates verlegt werden. Durch Beschluss der Hauptversammlung der Aktionäre, welcher in und mit der für eine Satzungsänderung erforderlichen Form und Mehrheit gefasst wird, kann er in jede andere Gemeinde des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden.

4.3 Zweigniederlassungen oder andere Geschäftsstellen können durch Beschluss des Verwaltungsrates im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland errichtet werden.

4.4 Sollte der Verwaltungsrat entscheiden, dass außergewöhnliche politische, wirtschaftliche oder soziale Entwicklungen aufgetreten sind oder unmittelbar bevorstehen, welche die gewöhnlichen Aktivitäten der Gesellschaft an ihrem Gesellschaftssitz beeinträchtigen könnten, so kann der Gesellschaftssitz bis zur endgültigen Beendigung dieser außergewöhnlichen Umstände vorübergehend ins Ausland verlegt werden; solche vorübergehenden Maßnahmen haben keine Auswirkungen auf die Nationalität der Gesellschaft, die trotz vorübergehender Verlegung des Gesellschaftssitzes eine luxemburgische Gesellschaft bleibt.

B. Gesellschaftskapital - Aktien

Art. 5. Gesellschaftskapital.

5.1 Das Gesellschaftskapital beträgt eine Million einunddreißigtausend Euro (EUR 1.031.000), bestehend aus einhundertdrei Millionen einhunderttausend (103.100.000) Aktien. Die Aktien selbst unterteilen sich wie folgt:

(a) drei Millionen einhunderttausend (3.100.000) gewöhnliche Aktien mit einem Nominalwert von jeweils einem Cent (EUR 0,01,-) ("Gewöhnliche Aktien");

(b) zehn Millionen (10.000.000) rücknehmbaren Klasse A Aktien mit einem Nominalwert von jeweils einem Cent (EUR 0,01,-) ("Klasse A Aktien");

(c) zehn Million (10.000.000) rücknehmbaren Klasse B Aktien mit einem Nominalwert von jeweils einem Cent (EUR 0,01,-) ("Klasse B Aktien");

(d) zehn Million (10.000.000) rücknehmbaren Klasse C Aktien mit einem Nominalwert von jeweils einem Cent (EUR 0,01,-) ("Klasse C Aktien");

(e) zehn Million (10.000.000) rücknehmbaren Klasse D Aktien mit einem Nominalwert von jeweils einem Cent (EUR 0,01,-) ("Klasse D Aktien");

(f) zehn Million (10.000.000) rücknehmbaren Klasse E Aktien mit einem Nominalwert von jeweils einem Cent (EUR 0,01,-) ("Klasse E Aktien");

(g) zehn Million (10.000.000) rücknehmbaren Klasse F Aktien mit einem Nominalwert von jeweils einem Cent (EUR 0,01,-) ("Klasse F Aktien");

(h) zehn Million (10.000.000) rücknehmbaren Klasse G Aktien mit einem Nominalwert von jeweils einem Cent (EUR 0,01,-) ("Klasse G Aktien");

(i) zehn Million (10.000.000) rücknehmbaren Klasse H Aktien mit einem Nominalwert von jeweils einem Cent (EUR 0,01,-) ("Klasse H Aktien");

(j) zehn Million (10.000.000) rücknehmbaren Klasse I Aktien mit einem Nominalwert von jeweils einem Cent (EUR 0,01,-) ("Klasse I Aktien");

(k) zehn Million (10.000.000) rücknehmbaren Klasse J Aktien mit einem Nominalwert von jeweils einem Cent (EUR 0,01,-) ("Klasse J Aktien" und zusammen mit den Klasse A Aktien, Klasse B Aktien, Klasse C Aktien, Klasse D Aktien, Klasse E Aktien, Klasse F Aktien, Klasse G Aktien, Klasse H Aktien und Klasse I Aktien, die „Klassen“ und einzeln die „Klasse“).

5.2 Das Gesellschaftskapital kann durch einen Beschluss der Hauptversammlung der Aktionäre, welcher in und mit der für eine Satzungsänderung erforderlichen Form und Mehrheit gefasst wird, oder im Einklang mit Artikel 6 dieser Satzung erhöht oder herabgesetzt werden.

5.3 Alle neuen Aktien, die durch Bareinlagen einzuzahlen sind, werden bevorzugt den bestehenden Aktionären innerhalb der jeweiligen Klasse angeboten und/oder Inhabern von Gewöhnlichen Aktien, falls dies der Fall ist. Im Falle einer Mehrheit von Aktionären werden diese Aktien den Aktionären im Verhältnis zur Anzahl der von ihnen in der jeweiligen Klasse gehaltenen Aktien und/oder der Anzahl der Gewöhnlichen Aktien vom Gesellschaftskapital angeboten. Der Verwaltungsrat bestimmt den Zeitraum in dem dieses Vorzugsrecht ausgeübt werden kann und welcher nicht weniger als dreißig (30) Tage vom Datum der Absendung eines an die Aktionäre gesendeten Einschreibens, welches die Eröffnung der Zeichnungsfrist ankündigt, beträgt. Die Hauptversammlung der Aktionäre kann das Vorzugsrecht der bestehenden Aktionäre durch einen Beschluss, welcher in und mit der für eine Satzungsänderung erforderlichen Form und Mehrheit gefasst wird, begrenzen oder aufheben.

5.4 Die Gesellschaft kann Agiokonten (die „Agiokonten“) errichten, in welche jeder Gewinn eingestellt wird, welcher pro zu übertragender Anteilsklasse gezahlt wird. Entscheidungen über die Verwendung der Agiokonten sind von den Aktionären zu treffen entsprechend dem Gesetz von 1915 und dieser Satzung.

Art. 6. Aktien.

6.1 Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft ist in Aktien mit dem gleichen Nominalwert aufgeteilt.

6.2 Die Aktien der Gesellschaft sind Namensaktien.

6.3 Die Gesellschaft kann einen oder mehrere Aktionäre haben.

6.4 Die Gesellschaft wird weder durch den Tod, die Geschäftsunfähigkeit, die Auflösung, den Konkurs, die Insolvenz oder ein vergleichbares, einen Aktionär betreffendes Ereignis, aufgelöst.

6.5 Keine Aktie einer bestimmten Klasse soll in eine Aktie einer anderen Klasse umgewandelt werden.

6.6 Die Aktien sind rücknehmbare Aktien in der Bedeutung von Artikel 49-9 des Gesetzes von 1915. Jede Rücknahme unterliegt folgenden Bedingungen:

- nur vollständig bezahlte Aktien sollen zurückgenommen werden;
- die Bedingungen in Artikel 7.7 bis 7.15 dieser Satzung sind zu beachten;
- die Rücknahme kann nur durch Ausschüttungen getätigt werden, welche im Einklang mit Art. 72-1 des Gesetzes von 1915 ausgeschüttet worden sind oder durch Kapital, welches genau für diesen Zweck zur Verfügung gestellt worden ist;
- es soll ein Betrag entsprechend dem Nominalwert oder im Falle eines Fehlens dem Nennwert aller zurückgenommenen Aktien in eine Reserve eingestellt werden, welche nicht an die Aktionäre ausgeschüttet werden kann, außer im Falle einer Kapitalherabsetzung des Gesellschaftsvermögens. Diese Reserve soll dazu verwendet werden das Gesellschaftsvermögen durch Kapitalisierung der Reserven zu erhöhen (diese Reserve ist für den Fall einer Rücknahme nicht notwendig sofern für die Rücknahme die Erträge aus einer neuen Angelegenheit stammen, welche zum Zwecke der Rücknahme bereitgestellt worden sind);
- die Rücknahme wird im Einklang mit dem Gesetz von 1915 veröffentlicht.

6.7 Das Grundkapital der Gesellschaft kann nur durch vollständige Löschung einer oder mehrerer gesamten Klassen herabgesetzt werden, was durch Rückkauf und Löschung aller Aktien dieser Klasse geschieht. Darüber beschließt von Zeit zu Zeit der Verwaltungsrat.

6.8 Eine Kapitalherabsetzung durch den Rückkauf einer Klasse soll nur innerhalb der dafür vorgesehenen jeweiligen Klassenperiode (wie unten definiert) erfolgen:

Die Periode für die Klasse A Aktien ist der Zeitraum beginnend am 18 Dezember 2014 und endend nicht später als am 31 Dezember 2015 (die "Klasse A Periode").

Die Periode für die Klasse B Aktien ist der Zeitraum beginnend nach der Klasse A Periode und endend nicht später als am 31 Dezember 2016 (die "Klasse B Periode").

Die Periode für die Klasse C Aktien ist der Zeitraum beginnend nach der Klasse B Periode und endend nicht später als am 31 Dezember 2017 (die "Klasse C Periode").

Die Periode für die Klasse D Aktien ist der Zeitraum beginnend nach der Klasse C Periode und endend nicht später als am 31 Dezember 2018 (die "Klasse D Periode").

Die Periode für die Klasse E Aktien ist der Zeitraum beginnend nach der Klasse D Periode und endend nicht später als am 31 Dezember 2019 (die "Klasse E Periode").

Die Periode für die Klasse F Aktien ist der Zeitraum beginnend nach der Klasse E Periode und endend nicht später als am 31 Dezember 2020 (die "Klasse F Periode").

Die Periode für die Klasse G Aktien ist der Zeitraum beginnend nach der Klasse F Periode und endend nicht später als am 31 Dezember 2021 (die "Klasse G Periode").

Die Periode für die Klasse H Aktien ist der Zeitraum beginnend nach der Klasse G Periode und endend nicht später als am 31 Dezember 2022 (die "Klasse H Periode").

Die Periode für die Klasse I Aktien ist der Zeitraum beginnend nach der Klasse H Periode und endend nicht später als am 31 Dezember 2023 (die "Klasse I Periode").

Die Periode für die Klasse J Aktien ist der Zeitraum beginnend nach der Klasse I Periode und endend nicht später als am 31 Dezember 2024 (die "Klasse J Periode").

6.9 Wenn eine Klasse nicht innerhalb der jeweiligen Klassenperiode zurückgekauft und eingezogen wurde, kann der Rückkauf und der Einzug einer solchen Klasse während einer neuen Periode (die „Neue Periode“) erfolgen, welche am Tag nach der letzten Klassenperiode beginnt (oder falls dies der Fall ist, der Tag nach dem Ende der direkt vorangegangenen Neuen Periode einer anderen Klasse) und nicht später als ein Jahr nach dem Beginn dieser Neuen Periode endet. Die erste Neue Periode soll am Tag nach der Klasse J Periode beginnen und die noch nicht zurückgekauften(n) und eingezogene(n) Klasse(n) richten sich nach der Reihenfolge von Klasse A bis Klasse J (bis zu dem Maß, dass sie noch nicht zurückgekauft und eingezogen sind), sofern sie Teil der beginnenden Neuen Periode sind.

6.10 Um Zweifel auszuschließen, im Falle, dass ein Rückkauf und Einzug einer Klasse einen Tag vor dem letzten Tag der jeweiligen Klassenperiode (oder falls dies der Fall ist, Neuen Periode) stattfindet, soll die sich anschließende Klassenperiode (oder falls dies der Fall ist, Neuen Periode) am Tag nach dem Rückkauf und Einzug der jeweiligen Klasse beginnen und soll weiterhin am Tage enden, wie in den Artikeln zuvor bestimmt.

6.11 Der Einziehungsbetrag wird für die Gesellschaft fällig und zahlbar an die Gesellschafter pro-rata zu ihrem Anteil an der jeweiligen Klasse(n) nach Rückkauf und Einzug der gesamten jeweiligen Klasse(n). Um Zweifel auszuschließen erlischt die Verbindlichkeit der Gesellschaft durch Aufrechnung, Bar- oder Sachzahlung.

6.12 Der Einziehungsbetrag, wie im Absatz zuvor genannt, welcher einbehalten werden soll, soll vom Verwaltungsrat nach billigem Ermessen und im besten Unternehmensinteresse beschlossen werden. Um Zweifel auszuschließen, der Verwaltungsrat entscheidet nach seinem eigenen Ermessen, ob er frei verfügbare Reserven ganz oder zum Teil dem Einziehungsbetrag einverleiht oder herausnimmt.

6.13 Für den Zweck dieser Satzung, sollen die folgenden Begriffe folgende Bedeutung haben:

- „Verfügbarer Betrag“ meint den Gesamtbetrag des Nettogewinns der Gesellschaft (einschließlich Gewinnvorträgen) erhöht durch (i) jede frei ausschüttbare Rücklage und (ii) falls dies der Fall ist, um den Betrag der Kapitalherabsetzung und Herabsetzung der gesetzlichen Rücklage hinsichtlich der einzuziehende Klasse, aber herabgesetzt um (i) jegliche Verluste (einschließlich Verlustvorträgen) dargestellt als Pluswert, (ii) jegliche Beträge, die gemäß der jeweiligen Zwischenabschlüsse entsprechend dem Gesetz von 1915 oder der Satzung in die Rücklage eingestellt werden müssen (um Zweifel auszuschließen, ohne doppelte Buchführung), (iii) jegliche Ausschüttungen, die den Inhaber(n) von Gewöhnlichen Aktien nach der Satzung zustehen und (iv) jegliche Gewinnbeteiligung, so dass gilt:

$$AA = (NP + P + CR) - (L + LR + OD + PE)$$

Wobei gilt:

AA = Verfügbarer Betrag

NP = Nettogewinn (einschließlich Gewinnvorträgen)

P = jede frei ausschüttbare Rücklage

CR = der Betrag der Kapitalherabsetzung und Herabsetzung der gesetzlichen Rücklage hinsichtlich der einzuziehende Klasse von Vorzugsaktien

L = Verluste (einschließlich Verlustvorträgen), dargestellt als Pluswert

LR = jegliche Beträge, die gemäß der jeweiligen Zwischenabschlüsse entsprechend dem Gesetz von 1915 oder der Satzung in die Rücklage einzustellen sind

OD = jegliche Ausschüttungen, die den Inhaber(n) von Gewöhnlichen Aktien nach der Satzung zustehen

PE = jegliche Gewinnbeteiligung

Der verfügbare Betrag muss in den Zwischenabschlüssen für die jeweilige Klassenperiode festgelegt werden und soll vom Verwaltungsrat im guten Glauben und mit Blick auf die Unternehmensfortführung bewertet werden.

- „Verfügbare Liquide Mittel“ meinen (i) das gesamte Geld der Gesellschaft (mit Ausnahme von Geld in Termineinlagen mit einer Restlaufzeit von mehr als sechs (6) Monaten), (ii) jegliche marktgängige Geldmarktinstrumente, Anleihen und Schuldverschreibungen und jede Forderung, welche nach Ansicht des Verwaltungsrats innerhalb naher Zukunft an die Gesellschaft gezahlt werden abzüglich jeglicher Verschuldung oder anderen Schulden der Gesellschaft, welche auf Grundlage des Zwischenabschlusses in Bezug auf die jeweilige Klassenperiode (oder Neuen Periode, sofern vorhanden) innerhalb von weniger als sechs (6) Monaten zu zahlen sind und (iii) alle Vermögenswerte wie Anteile, Aktien oder Wertpapiere anderer Art, die von der Gesellschaft gehalten werden.

- „Einziehungsbetrag“ meint einen Wert, welcher den verfügbaren Betrag in Bezug auf die jeweilige Klassenperiode (oder Neuen Periode, wenn dies der Fall ist) nicht übersteigt, vorausgesetzt, dass der Einziehungsbetrag nicht höher sein kann als die verfügbaren liquiden Mittel in Bezug auf die jeweilige Klassenperiode (oder Neue Periode).

- "Klassenperiode" meint jeweils die Klasse A Periode, die Klasse B Periode, die Klasse C Periode, die Klasse D Periode, die Klasse E Periode, die Klasse F Periode, die Klasse G Periode, die Klasse H Periode, die Klasse I Periode und die Klasse J Periode.

- "Zwischenabschluss" meint Zwischenanschlüsse der Gesellschaft am jeweiligen Zwischenabschlussdatum.

- „Zwischenabschlussdatum“ meint das Datum, welches nicht früher als dreißig (30) Tage, aber nicht später als zehn (10) Tage vor dem Tag des Rückkaufs und Einziehung der jeweiligen Klasse liegt.

- „Gewinnbeteiligung“ meint die Vorzugsdividende der Klassen, ausgenommen von der rückkaufbaren Klasse.

Art. 7. Gründeraktien.

7.1 Die Gesellschaft hat einhunderttausend (100 000) Gründeraktien ausgegeben (parts bénéficiaires), wovon jede einen Nominalwert von einem Cent (EUR 0,01) hat. Diese ergeben nicht das Gesellschaftsvermögen und geben dem Inhaber keine weitergehende Rechte als die in diesem Artikel ("Gründeraktien") Festgelegten.

7.2 Die Gründeraktien sind Namensaktien. Die Anzahl der ausgegebenen Gründeraktien werden in einem am Sitz der Gesellschaft geführten Register eingetragen. Dieses soll auch die Namen und Adressen der Inhaber, sowie die Anzahl der von ihnen gehaltenen Aktien umfassen. Das Eigentum an Gründeraktien entsteht durch Eintragung im besagten Register. Auszüge der Eintragung sollen auf Antrag und Kosten des jeweiligen Inhabers eines solchen Auszugs herausgegeben werden ohne aber als Beweis für das Eigentum zu dienen. Jeder Auszug von Gründeraktien bedarf der Unterschrift eines Verwaltungsratsmitglieds der Gesellschaft.

7.3 Jegliche Mitteilungen und Bekanntmachungen gerichtet an die Inhaber von Gründeraktien werden an die im oben genannten Register eingetragene Adressen versandt. Im Falle dessen, dass der Inhaber einer Gründeraktie keine Adresse angegeben hat, gilt der Sitz der Gesellschaft oder jede andere Adresse als die maßgebliche Adresse, wobei die Gesellschaft diesen Umstand im Register eintragen lassen kann. Dies gilt solange wie der Gesellschaft gegenüber keine andere Adresse von Seiten des Inhabers bekanntgemacht worden ist.

7.4 Inhaber von Gründeraktien haben das Recht zur Teilnahme an jeder Hauptversammlung der Aktionäre und sollen auf dem gleichem Wege wie Aktionäre geladen werden. Gründeraktien gelten für das Quorum der Hauptversammlung nur in den in Artikel 7.4 der Satzung vorgesehenen Fällen als notwendig. Für die Bestellung und Abberufung der Mitglieder des Verwaltungsrats der Gesellschaft als auch für jede Änderung dieses Artikels beträgt der Stimmwert der Gründeraktien 7/3 im Verhältnis zum Stimmwert aller zeitweise ausgegebenen Aktien (dabei anteilig zwischen den Gründeraktien auf volle Zahlen aufgerundet wird).

7.5 Gründeraktien geben außer den in Artikel 7.4 genannten Fällen kein Stimmrecht.

7.6 Die Artikel 8.2, 8.3 und 8.4 gelten entsprechend.

Art. 8. Aktienregister - Übertragung von Aktien.

8.1 Am Sitz der Gesellschaft wird ein Aktienregister geführt, welches von den Aktionären eingesehen werden kann. Dieses Aktienregister enthält alle vom Gesetz von 1915 vorgeschriebenen Informationen. Der Nachweis über das Eigentum an Aktien kann durch die Eintragung eines Aktionärs im Aktienregister erbracht werden. Auf Ersuchen und auf Kosten des betreffenden Aktionärs werden Zertifikate über die Eintragung ausgegeben.

8.2 Die Gesellschaft erkennt lediglich einen Inhaber pro Aktie an. Sofern eine Aktie von mehreren Personen gehalten wird, müssen diese eine einzelne Person benennen, welche sie im Verhältnis zur Gesellschaft vertritt. Die Gesellschaft ist berechtigt, die Ausübung aller Rechte im Zusammenhang mit einer derartigen Aktie auszusetzen, bis eine Person als Vertreter der Inhaber gegenüber der Gesellschaft bezeichnet worden ist.

8.3 Vorbehaltlich anderer Aktionärsvereinbarungen, die Aktien sind im Einklang mit den Bestimmungen des Gesetzes von 1915 frei übertragbar. Im Zweifel ist diese Klausel nicht auf Gründeraktien anzuwenden.

8.4 Jede Übertragung von Aktien wird gegenüber der Gesellschaft und Dritten durch (i) Eintragung einer vom Zedenten und vom Zessionar oder deren Vertretern datierten und unterschriebenen Übertragungserklärung im Aktienregister oder (ii) Eintragung einer von der Gesellschaft datierten und unterschriebenen Übertragungserklärung im Aktienregister, nachdem sie von der Übertragung in Kenntnis gesetzt wurde oder dieser zugestimmt hat, wirksam.

C. Hauptversammlung der Aktionäre

Art. 9. Befugnisse der Hauptversammlung der Aktionäre.

9.1 Die Aktionäre üben ihre gemeinsamen Rechte in der Hauptversammlung der Aktionäre aus. Jede regelmäßig einberufene Hauptversammlung der Aktionäre repräsentiert die Gesamtheit der Aktionäre der Gesellschaft. Die Hauptversammlung der Aktionäre hat die ihr durch das Gesetz oder durch diese Satzung ausdrücklich verliehenen Befugnisse.

9.2 Hat die Gesellschaft nur einen Aktionär, so ist jeder Bezug auf die „Hauptversammlung der Aktionäre“ in der vorliegenden Satzung je nach Zusammenhang und soweit anwendbar als Bezug auf den „alleinigen Aktionär“ zu verstehen und alle Befugnisse der Hauptversammlung werden vom alleinigen Aktionär ausgeübt.

Art. 10. Einberufung der Hauptversammlung der Aktionäre.

10.1 Die Hauptversammlung der Aktionäre kann jederzeit durch den Verwaltungsrat oder, soweit vorhanden, durch den/die Rechnungsprüfer einberufen werden.

10.2 Sie muss auf schriftliche Aufforderung von einem oder mehreren Aktionären, die zusammen mindestens 10 Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals halten, vom Verwaltungsrat oder vom Rechnungsprüfer/den Rechnungsprüfern einberufen werden. In einem derartigen Fall muss die Hauptversammlung der Aktionäre innerhalb eines (1) Monats ab Zugang des Ersuchens abgehalten werden.

10.3 Die Einberufung zu jeder Hauptversammlung der Aktionäre muss das Datum, die Uhrzeit, den Ort und die Tagesordnung der Versammlung enthalten und zweimal in Form einer Einberufung im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations und in einer Luxemburger Tageszeitung mit einem Zeitabstand von mindestens zehn (10) Tagen und zehn (10) Tage vor dem für die Hauptversammlung anberaumten Datum erfolgen. Einberufungen per Post sind zehn (10) Tage vor dem für die Versammlung anberaumten Datum an jeden Inhaber von Namensaktien zu versenden, wobei kein Beweis der Einhaltung dieser Formvorschrift erbracht werden muss. Handelt es sich bei allen Aktien um Namensaktien, so kann die Einberufung ausschließlich durch Einschreiben erfolgen, die mindestens acht (8) Tage vor dem für die Versammlung anberaumten Datum an jeden Aktionär zu versenden sind.

10.4 Falls alle Aktionäre in einer Versammlung anwesend oder vertreten sind und auf Ladungsformalitäten verzichtet haben, kann die Hauptversammlung auch ohne vorherige Einladung oder Veröffentlichung abgehalten werden.

Art. 11. Durchführung der Hauptversammlung der Aktionäre.

11.1 Die Jahreshauptversammlung der Aktionäre wird in der Gemeinde, in der sich der Gesellschaftssitz befindet, oder an einem anderen in der Einberufung bestimmten Ort am 30. April um 10:00 Uhr abgehalten. Ist dieser Tag ein gesetzlicher Feiertag, so ist die Jahreshauptversammlung der Aktionäre am darauf folgenden Werktag abzuhalten. Weitere Hauptversammlungen der Aktionäre können an dem in der Einberufung bestimmten Ort zu der darin angegebenen Zeit abgehalten werden.

11.2 In jeder Hauptversammlung der Aktionäre wird ein Rat der Versammlung bestimmt, der aus einem Vorsitzenden, einem Schriftführer und einem Stimmzähler besteht, die weder Aktionäre, noch Mitglieder des Verwaltungsrats sein müssen. Der Rat der Versammlung soll sicherstellen, dass die Versammlung gemäß den anwendbaren Regeln und vor allem im Einklang mit den Regeln betreffend die Ladung, Mehrheitserfordernisse, Stimmauszählung und Vertretung von Aktionären abgehalten wird.

11.3 In jeder Hauptversammlung wird eine Anwesenheitsliste geführt.

11.4 Ein Aktionär kann an jeder Hauptversammlung der Aktionäre teilnehmen, indem er eine andere Person durch ein unterzeichnetes Dokument, das per Post, Fax, E-Mail oder durch ein vergleichbares Kommunikationsmittel übermittelt wird, schriftlich bevollmächtigt. Eine Person kann mehrere oder sogar alle Aktionäre vertreten.

11.5 Aktionäre, die an einer Hauptversammlung der Aktionäre durch Telefonkonferenz, Videokonferenz oder durch ein anderes Kommunikationsmittel teilnehmen, welches es allen Teilnehmern ermöglicht, einander durchgängig zu hören und tatsächlich an der Versammlung teilzunehmen, gelten als anwesend für die Bestimmung des Quorums und des Stimmrechts, insofern diese Kommunikationsmittel am Ort der Hauptversammlung zur Verfügung gestellt werden.

11.6 Jeder Aktionär kann seine Stimme in einer Hauptversammlung der Aktionäre durch eine unterzeichnete Stimmkarte abgeben, welche per Post, E-Mail, Fax oder durch jedes andere Kommunikationsmittel an den Sitz der Gesellschaft oder an die in der Einberufung genannte Adresse gesendet wird. Die Aktionäre können nur solche Stimmkarten verwenden, die von der Gesellschaft zur Verfügung gestellt werden und zumindest den Ort, das Datum und die Uhrzeit der Versammlung, die Tagesordnung, die Beschlussvorschläge sowie für jeden Vorschlag drei Kästchen enthalten, die es dem Aktionären ermöglichen, seine Stimme für oder gegen den vorgeschlagenen Beschluss abzugeben oder sich zu enthalten, indem er das entsprechende Kästchen ankreuzt.

11.7 Stimmkarten, die für einen vorgeschlagenen Beschluss nicht nur (i) eine Stimme für oder (ii) eine Stimme gegen den vorgeschlagenen Beschluss oder (iii) eine Enthaltung beinhalten, sind in Bezug auf diesen Beschluss ungültig. Die Gesellschaft wird nur Stimmkarten berücksichtigen, die sie vor der entsprechenden Hauptversammlung der Aktionäre erhalten hat.

Art. 12. Quorum und Stimmrecht.

12.1 Jede Aktie gewährt eine Stimme in Hauptversammlungen der Aktionäre.

12.2 Sofern sich nicht aus dem Gesetz von 1915 oder aus dieser Satzung etwas anderes ergibt, werden Beschlüsse in einer ordnungsgemäß einberufenen Hauptversammlung der Aktionäre ohne Erfordernis eines Anwesenheitsquorums mit einfacher Mehrheit der gültig abgegebenen Stimmen gefasst unabhängig von dem dabei vertretenen Anteil am Gesellschaftskapital. Enthaltungen und nichtige Stimmen werden bei der Berechnung nicht berücksichtigt. Im Zweifel gelten die Gründeraktien als nicht notwendig für das Quorum und berechtigen nicht zur Stimmabgabe in der Hauptversammlung der Aktionäre ausgenommen der in Artikel 8.4 dieser Satzung getroffenen Regelung.

12.3 Beschlüsse zur Abberufung und Bestellung von Verwaltungsratsmitgliedern sind nur wirksam, wenn alle Gründeraktien an bei diesem Beschluss vertreten sind.

Art. 13. Änderungen der Satzung. Vorbehaltlich anderer Regelungen in dieser Satzung erfordert die Änderung der Satzung einen Beschluss der Hauptversammlung der Aktionäre mit einer Mehrheit von mindestens zwei Dritteln (2/3) der abgegebenen gültigen Stimmen, in der mindestens die Hälfte des Gesellschaftskapitals anwesend oder vertreten ist. Falls die zweite Bedingung nicht erfüllt ist, kann im Einklang mit den Bestimmungen des Gesetzes von 1915 und dieser

Satzung eine zweite Hauptversammlung der Aktionäre einberufen werden, die unabhängig von einem Anwesenheitsquorum beschlussfähig ist und in welcher Beschlüsse mit einer Mehrheit von mindestens zwei Dritteln (2/3) der abgegebenen gültigen Stimmen gefasst werden. Enthaltungen und nichtige Stimmen werden bei der Berechnung nicht berücksichtigt.

Art. 14. Änderung der Nationalität. Die Aktionäre können die Nationalität der Gesellschaft nur einstimmig ändern.

Art. 15. Vertagung von Hauptversammlungen der Aktionäre. Vorbehaltlich der Bestimmungen des Gesetzes von 1915 kann der Verwaltungsrat jede sich im Gange befindliche Hauptversammlung der Aktionäre um vier (4) Wochen vertagen. Der Verwaltungsrat muss eine Hauptversammlung der Aktionäre vertagen, wenn dies von einem oder mehreren Aktionären, die mindestens zwanzig Prozent (20%) des Gesellschaftskapitals halten, gefordert wird. Durch derartige Vertagung wird jeder bereits gefasste Beschluss in dieser Versammlung annulliert.

Art. 16. Protokoll von Hauptversammlungen der Aktionäre.

16.1 Der Rat der Versammlung nimmt ein Protokoll jeder Versammlung auf, welches vom Rat der Versammlung sowie von jedem Aktionär, der darum ersucht, unterzeichnet wird.

16.2 Kopien und Auszüge dieser Protokolle, die in Gerichtsverfahren verwendet oder Dritten zugänglich gemacht werden sollen, müssen, wenn die Versammlung in einer notariellen Urkunde aufgenommen wurde, von dem Notar, der die Originalurkunde verwahrt, beglaubigt werden, oder ansonsten vom Verwaltungsratsvorsitzenden oder von zwei beliebigen Verwaltungsratsmitgliedern unterzeichnet werden.

D. Geschäftsführung

Art. 17. Zusammensetzung und Befugnisse des Verwaltungsrates.

17.1 Die Gesellschaft wird durch einen Verwaltungsrat geleitet, der sich aus mindestens drei (3) Mitgliedern zusammensetzt. Sollte die Gesellschaft durch einen einzigen Aktionären gegründet worden sein oder wird in einer Hauptversammlung der Aktionäre festgestellt, dass die Gesellschaft nur einen einzigen Aktionären hat, so kann die Gesellschaft bis zu der Hauptversammlung der Aktionäre durch ein einziges Verwaltungsratsmitglied geleitet werden, die auf die Feststellung folgt, dass es wieder mehr als einen Aktionär gibt. In einem solchen Fall, soweit anwendbar und wo der Begriff „einziges Verwaltungsratsmitglied“ nicht ausdrücklich verwendet wird, ist jeder Verweis in dieser Satzung auf den „Verwaltungsrat“ als Verweis auf das „einziges Verwaltungsratsmitglied“ auszulegen.

17.2 Der Verwaltungsrat verfügt über die weitestgehenden Befugnisse im Namen der Gesellschaft zu handeln und alle Handlungen vorzunehmen, die zur Erfüllung des Gesellschaftszwecks notwendig oder nützlich sind, mit Ausnahme der durch das Gesetz von 1915 oder durch diese Satzung der Hauptversammlung der Aktionäre vorbehaltenen Befugnisse.

17.3 Die Gesellschaft bevollmächtigt die EPIC I GP S.à r.l., eine GmbH (société à responsabilité limitée) mit Sitz am Boulevard de la Foire 1, L-1528 Großherzogtum Luxemburg eingetragen im Handelsregister unter der Nummer B186222 (die „Bevollmächtigte“) die Gesellschaft selbst, mit Untervertretungsvollmacht, in ihrem Namen bei jeder Aktionärs- oder Interessenversammlung oder schriftlichen Beschlüssen von Unternehmen, Gesellschaften oder anderen juristischen Personen an denen die Gesellschaft Aktien, Aktien oder andere Interessen hält nur in Bezug auf (i) die Bestellung und Abberufung von Verwaltungsratsmitgliedern, Geschäftsführern oder anderen Mitgliedern von führenden, beherrschenden oder überwachenden Organen an deren Entscheidung die Gesellschaft mitzuwirken hat und (ii) Änderungen von diesen Satzungen, von Gesellschaftsverträgen oder Geschäftsordnungen, welche die Bestellung oder Abberufung von Verwaltungsratsmitgliedern, Geschäftsführern oder anderen Mitgliedern von führenden, beherrschenden oder überwachenden Organen betreffen und an deren Entscheidung die Gesellschaft mitzuwirken hat, zu vertreten.

Art. 18. Tägliche Geschäftsführung.

18.1 Gemäß Artikel 60 des Gesetzes von 1915 können die tägliche Geschäftsführung und die diesbezügliche Vertretung der Gesellschaft einem oder mehreren Verwaltungsratsmitgliedern, leitenden Angestellten oder anderen Personen, mit gemeinsamer oder Einzelvertretungsbefugnis übertragen werden. Ihre Ernennung, Abberufung und ihre Befugnisse werden durch einen Verwaltungsratsbeschluss bestimmt.

18.2 Die Gesellschaft kann durch notarielle Urkunden oder privatschriftlich Spezialvollmachten erteilen.

Art. 19. Wahl, Abberufung und Amtszeit von Verwaltungsratsmitgliedern.

19.1 Verwaltungsratsmitglieder werden durch die Hauptversammlung der Aktionäre ernannt, welche ihre Bezüge und Amtszeit festlegt.

19.2 Die Amtszeit eines Verwaltungsratsmitglieds darf sechs (6) Jahre nicht überschreiten. Jedes Verwaltungsratsmitglied kann wiedervernannt werden.

19.3 Jedes Verwaltungsratsmitglied wird durch einfache Mehrheit der abgegebenen Stimmen in einer Hauptversammlung ernannt, wobei die Gründeraktien siebenzig Prozent (70%) aller Stimmen ausmachen sollen und die Aktien dreißig Prozent (30%) aller Stimmen bei der Ernennung von Verwaltungsratsmitgliedern.

19.4 Jedes Verwaltungsratsmitglied kann jederzeit und ohne Grund mit einfacher Mehrheit der in einer Hauptversammlung der Aktionäre abgegebenen Stimmen abberufen werden, wobei die Gründeraktien siebenzig Prozent (70%) aller Stimmen ausmachen sollen und die Aktien dreißig Prozent der Stimmen bei der Abberufung von Verwaltungsratsmitgliedern.

19.5 Wird eine juristische Person als Verwaltungsratsmitglied ernannt, so muss diese eine rechtsfähige Person als ihren ständigen Vertreter benennen, die ihr Mandat in ihrem Namen und für ihre Rechnung ausübt. Die betreffende juristische Person kann nur dann ihren ständigen Vertreter abberufen, wenn sie gleichzeitig einen Nachfolger ernennt. Eine natürliche Person kann nur ständiger Vertreter eines (1) Verwaltungsratsmitglieds und nicht gleichzeitig persönlich Verwaltungsratsmitglied sein.

Art. 20. Vakanz des Amtes eines Verwaltungsratsmitglieds.

20.1 Scheidet ein Verwaltungsratsmitglied durch Tod, Geschäftsunfähigkeit, Konkurs, Rücktritt oder aus einem anderen Grund aus seinem Amt, so kann die unbesetzte Stelle durch die übrigen Verwaltungsratsmitglieder bis zur nächsten Hauptversammlung der Aktionäre vorübergehend für einen die ursprüngliche Amtszeit des zu ersetzenden Verwaltungsratsmitglieds nicht übersteigenden Zeitraum bis zur nächsten Hauptversammlung der Aktionäre ausgefüllt werden, welche im Einklang mit den anwendbaren gesetzlichen Vorschriften und Artikel 20.3 über die endgültige Neubesetzung entscheidet.

20.2 Für den Fall, dass das einzige Verwaltungsratsmitglied aus seinem Amt scheidet, muss die frei gewordene Stelle unverzüglich durch die Hauptversammlung der Aktionäre im Einklang mit Artikel 20.3 neu besetzt werden.

Art. 21. Einladung zu Verwaltungsratssitzungen.

21.1 Der Verwaltungsrat versammelt sich auf Einberufung des Vorsitzenden oder eines beliebigen Verwaltungsratsmitglieds. Die Verwaltungsratssitzungen finden, soweit in der Einladung nicht anders bestimmt ist, am Sitz der Gesellschaft statt.

21.2 Die Verwaltungsratsmitglieder werden mindestens vierundzwanzig (24) Stunden vor dem für die Sitzung anberaumten Datum zu jeder Sitzung des Verwaltungsrats schriftlich geladen, außer in dringenden Fällen, wobei die Gründe der Dringlichkeit in der Einladung zu bezeichnen sind. Eine solche Einladung kann unterbleiben, wenn alle Verwaltungsratsmitglieder schriftlich, per Fax, E-Mail oder mittels eines vergleichbaren Kommunikationsmittels ihre Zustimmung abgegeben haben, wobei eine Kopie einer solchen unterzeichneten Zustimmung ein hinreichender Nachweis ist. Eine Einladung zu Sitzungen des Verwaltungsrats ist nicht erforderlich, wenn Zeit und Ort in einem vorausgehenden Beschluss des Verwaltungsrats bestimmt worden sind, welcher allen Verwaltungsratsmitgliedern übermittelt wurde.

21.3 Eine Einladung ist nicht erforderlich, wenn alle Verwaltungsratsmitglieder anwesend oder vertreten sind und diese alle Einladungsvoraussetzungen abbedingen oder im Fall von schriftlichen Umlaufbeschlüssen, wenn alle Mitglieder des Verwaltungsrats diesen zugestimmt und sie unterzeichnet haben.

Art. 22. Durchführung von Verwaltungsratssitzungen.

22.1 Der Verwaltungsrat wählt unter seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden aus. Der Verwaltungsrat kann auch einen Schriftführer ernennen, der nicht notwendigerweise Mitglied des Verwaltungsrats sein muss und der für die Protokollführung der Verwaltungsratssitzungen verantwortlich ist.

22.2 Verwaltungsratssitzungen werden durch den Vorsitzenden des Verwaltungsrats geleitet. In dessen Abwesenheit kann der Verwaltungsrat ein anderes Mitglied des Verwaltungsrats durch einen Mehrheitsbeschluss der anwesenden oder vertretenen Mitglieder als Vorsitzenden pro tempore ernennen.

22.3 Jedes Mitglied des Verwaltungsrats kann an einer Verwaltungsratssitzung teilnehmen, indem es ein anderes Mitglied des Verwaltungsrats schriftlich, per Fax, E-Mail oder ein anderes vergleichbares Kommunikationsmittel bevollmächtigt, wobei eine Kopie der Bevollmächtigung als hinreichender Nachweis dient. Ein Mitglied des Verwaltungsrats kann ein oder mehrere, aber nicht alle anderen Verwaltungsratsmitglieder vertreten.

22.4 Eine Verwaltungsratssitzung kann auch mittels Telefonkonferenz, Videokonferenz oder durch ein anderes Kommunikationsmittel abgehalten werden, welches es allen Teilnehmern ermöglicht, einander durchgängig zu hören und tatsächlich an der Sitzung teilzunehmen. Eine Teilnahme an einer Sitzung durch solche Kommunikationsmittel ist gleichbedeutend mit einer persönlichen Teilnahme an einer solchen Sitzung und die Sitzung wird als am Sitz der Gesellschaft abgehalten erachtet.

22.5 Der Verwaltungsrat kann nur dann wirksam handeln und abstimmen, wenn zumindest die Mehrheit seiner Mitglieder in der Sitzung anwesend oder vertreten ist.

22.6 Beschlüsse werden mit der Mehrheit der abgegebenen Stimmen der an der Verwaltungsratssitzung teilnehmenden oder vertretenen Verwaltungsratsmitglieder gefasst. Der Vorsitzende des Verwaltungsrats hat im Falle von Stimmgleichheit die entscheidende Stimme.

22.7 Soweit nicht gesetzlich anders bestimmt muss jedes Verwaltungsratsmitglied, welches an einem Geschäft, das dem Verwaltungsrat zur Entscheidung vorliegt, direkt oder indirekt ein Interesse hat, welches den Interessen der Gesellschaft entgegensteht, den Verwaltungsrat über diesen Interessenskonflikt informieren; die Erklärung wird im Protokoll der betreffenden Sitzung aufgenommen. Das betreffende Verwaltungsratsmitglied darf weder an der Beratung über das in Frage stehende Geschäft teilnehmen, noch darüber abstimmen. Die nächste Hauptversammlung der Aktionäre muss von derartigen Interessenskonflikten informiert werden, bevor Beschlüsse zu anderen Tagesordnungspunkten gefasst werden.

22.8 Hat die Gesellschaft nur ein einziges Verwaltungsratsmitglied, so werden Geschäfte zwischen der Gesellschaft und dem Verwaltungsratsmitglied, welches daran ein der Gesellschaft entgegenstehendes Interesse hat, nur im Beschluss des einzigen Verwaltungsratsmitglieds erwähnt.

22.9 Regeln zum Interessenkonflikt finden keine Anwendung, sofern sich die Entscheidung des Verwaltungsrats oder des einzigen Verwaltungsratsmitglieds auf gängige Geschäfte bezieht, die unter normalen Bedingungen eingegangen wurden.

22.10 Der Verwaltungsrat kann einstimmig Beschlüsse im Umlaufverfahren mittels schriftlicher Zustimmung, per Fax, E-Mail oder durch ein vergleichbares Kommunikationsmittel fassen. Die Verwaltungsratsmitglieder können ihre Zustimmung getrennt erteilen, wobei die Gesamtheit aller schriftlichen Zustimmungen die Annahme des betreffenden Beschlusses nachweist. Das Datum der letzten Unterschrift gilt als das Datum eines derart gefassten Beschlusses.

22.11 Der Großteil aller Verwaltungsratssitzungen werden am eingetragenen Sitz der Gesellschaft im Großherzogtum Luxembourg abgehalten oder aber an jedem anderen Ort in Luxembourg, wie in der Ladung zur Sitzung angegeben.

Art. 23. Protokoll von Verwaltungsratssitzungen - Protokoll der Entscheidungen des einzigen Verwaltungsratsmitglieds.

23.1 Das Protokoll einer Verwaltungsratssitzung wird vom Vorsitzenden des Verwaltungsrats oder, im Falle seiner Abwesenheit, vom Vorsitzenden pro tempore oder von zwei (2) beliebigen Verwaltungsratsmitgliedern unterzeichnet. Kopien und Auszüge solcher Protokolle, die in einem Gerichtsverfahren oder anderweitig vorzulegen sind, werden vom Vorsitzenden oder von zwei (2) beliebigen Verwaltungsratsmitgliedern unterzeichnet.

23.2 Die Entscheidungen des einzigen Verwaltungsratsmitglieds werden in ein Protokoll aufgenommen, welches vom einzigen Verwaltungsratsmitglied unterzeichnet wird. Kopien und Auszüge solcher Protokolle, die in einem Gerichtsverfahren oder auf sonstige Weise vorgelegt werden können, werden vom einzigen Verwaltungsratsmitglied unterzeichnet.

Art. 24. Geschäfte mit Dritten.

24.1 Die Gesellschaft wird gegenüber Dritten unter allen Umständen durch (i) die Unterschrift des einzigen Verwaltungsratsmitglieds oder, für den Fall, dass die Gesellschaft mehrere Verwaltungsratsmitglieder hat, durch die gemeinsame Unterschrift von zwei (2) beliebigen Verwaltungsratsmitgliedern, oder durch (ii) die Unterschrift jedweder Person(en), der/denen eine solche Befugnis durch den Verwaltungsrat übertragen worden ist, im Rahmen dieser Befugnis verpflichtet.

24.2 Im Rahmen der täglichen Geschäftsführung wird die Gesellschaft gegenüber Dritten durch die gemeinsame oder Einzelunterschrift der Person(en) verpflichtet, der/denen diese Vollmacht übertragen wurde.

E. Aufsicht und Prüfung der Gesellschaft

Art. 25. Rechnungsprüfer/Wirtschaftsprüfer.

25.1 Die Geschäfte der Gesellschaft werden durch einen oder mehrere Rechnungsprüfer beaufsichtigt (commissaire (s)). Die Hauptversammlung der Aktionäre ernennt die Rechnungsprüfer und legt ihre Amtszeit fest, die sechs (6) Jahre nicht überschreiten darf.

25.2 Ein Rechnungsprüfer kann jederzeit und ohne Grund von der Hauptversammlung der Aktionäre abberufen werden.

25.3 Der Rechnungsprüfer hat ein unbeschränktes Recht der permanenten Prüfung und Kontrolle aller Geschäfte der Gesellschaft.

25.4 Wenn die Hauptversammlung der Aktionäre im Einklang mit den Bestimmungen des Artikels 69 des Gesetzes vom 19. Dezember 2002 betreffend das Handels- und Gesellschaftsregister sowie zur Buchhaltung und zum Jahresabschluss von Unternehmen in seiner geänderten Fassung einen oder mehrere unabhängige Wirtschaftsprüfer (réviseurs d'entreprises agréé(s)) ernennt, entfällt die Funktion des Rechnungsprüfers.

25.5 Ein unabhängiger Wirtschaftsprüfer darf nur aus berechtigtem Grund oder mit seiner Zustimmung durch die Hauptversammlung der Aktionäre abberufen werden.

F. Geschäftsjahr - Jahresabschluss - Gewinne - Abschlagsdividenden

Art. 26. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Januar eines jeden Jahres und endet am einunddreißigsten Dezember desselben Jahres.

Art. 27. Jahresabschluss und Gewinne.

27.1 Am Ende jeden Geschäftsjahres werden die Bücher geschlossen und der Verwaltungsrat erstellt im Einklang mit den gesetzlichen Anforderungen ein Inventar der Aktiva und Passiva, eine Bilanz und eine Gewinn- und Verlustrechnung.

27.2 Vom jährlichen Nettogewinn der Gesellschaft werden mindestens fünf Prozent (5%) der gesetzlichen Rücklage der Gesellschaft zugeführt. Diese Zuführung ist nicht mehr verpflichtend, sobald und solange die Gesamtsumme dieser Rücklage der Gesellschaft zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals beträgt.

27.3 Durch einen Aktionär erbrachte Einlagen in Rücklagen können mit Zustimmung dieses Aktionärs ebenfalls der gesetzlichen Rücklage zugeführt werden.

27.4 Im Falle einer Herabsetzung des Gesellschaftskapitals kann die gesetzliche Rücklage entsprechend herabgesetzt werden, so dass diese zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals nicht übersteigt.

27.5 Auf Vorschlag des Verwaltungsrates bestimmt die Hauptversammlung der Aktionäre im Einklang mit dem Gesetz von 1915 und den Bestimmungen dieser Satzung, wie der verbleibende Bilanzgewinn der Gesellschaft verwendet werden soll.

27.6 Im Falle einer Dividendenausschüttung, soll die Dividende nach folgender Reihenfolge verteilt und ausgeschüttet werden:

- i. die Inhaber von Gewöhnlichen Aktien werden berechtigt zu einer Dividende entsprechend 0,60% des Nominalwertes der Gewöhnlichen Aktien;
- ii. die Inhaber von Klasse A Aktien werden berechtigt zu einer Dividende entsprechend 0,10% des Nominalwertes der Klasse A Aktien;
- iii. die Inhaber von Klasse B Aktien werden berechtigt zu einer Dividende entsprechend 0,15% des Nominalwertes der Klasse B Aktien;
- iv. die Inhaber von Klasse C Aktien werden berechtigt zu einer Dividende entsprechend 0,20% des Nominalwertes der Klasse C Aktien;
- v. die Inhaber von Klasse D Aktien werden berechtigt zu einer Dividende entsprechend 0,25% des Nominalwertes der Klasse D Aktien;
- vi. die Inhaber von Klasse E Aktien werden berechtigt zu einer Dividende entsprechend 0,30% des Nominalwertes der Klasse E Aktien;
- vii. die Inhaber von Klasse F Aktien werden berechtigt zu einer Dividende entsprechend 0,35% des Nominalwertes der Klasse F Aktien;
- viii. die Inhaber von Klasse G Aktien werden berechtigt zu einer Dividende entsprechend 0,40% des Nominalwertes der Klasse G Aktien;
- ix. die Inhaber von Klasse H Aktien werden berechtigt zu einer Dividende entsprechend 0,45% des Nominalwertes der Klasse H Aktien;
- x. die Inhaber von Klasse I Aktien werden berechtigt zu einer Dividende entsprechend 0,50% des Nominalwertes der Klasse I Aktien;
- xi. die Inhaber von Klasse J Aktien werden berechtigt zu einer Dividende entsprechend 0,55% des Nominalwertes der Klasse J Aktien;

der Rest (abzüglich der Beträge welche an die Inhaber von Gründeraktien gezahlt worden sind) wird an die Inhaber der jeweiligen Aktienklasse ausgeschüttet gemäß einem Beschluss der Aktionärsversammlung.

27.7 Im Falle einer Ausschüttung erhalten die Inhaber von Gründeraktien pro rata Null Komma Null Eins Prozent (0,01%) des jährlichen Nettogewinns der Gesellschaft, wobei diese Ausschüttung auf einen Betrag entsprechend dem zehnfachen (10) Nominalwert der Gründeraktien gedeckelt ist.

Art. 28. Abschlagsdividenden - Agio und andere Kapitalreserven.

28.1 Der Verwaltungsrat kann im Einklang mit den Bestimmungen des Gesetzes von 1915 Abschlagsdividenden auszahlen.

28.2 Das Agio, andere Kapitalreserven und andere ausschüttbare Rücklagen können, im Einklang mit den Bestimmungen des Gesetzes von 1915 und den Regelungen dieser Satzung, frei an die Aktionäre ausgeschüttet werden.

G. Liquidation

Art. 29. Liquidation.

29.1 Im Falle der Auflösung der Gesellschaft im Einklang mit Artikel 3.2 dieser Satzung wird die Liquidation durch einen oder mehrere Liquidatoren ausgeführt, welche von der Hauptversammlung der Aktionäre ernannt werden, die über die Auflösung der Gesellschaft beschließt und die Befugnisse und Vergütung der Liquidatoren bestimmt. Soweit nichts anderes bestimmt wird, haben die Liquidatoren die weitestgehenden Befugnisse für die Verwertung der Vermögenswerte und die Tilgung der Verbindlichkeiten der Gesellschaft.

29.2 Der sich nach Verwertung der Vermögenswerte und Tilgung der Verbindlichkeiten ergebende Überschuss wird an die Aktionäre proportional zur Anzahl der von ihnen an der Gesellschaft gehaltenen Aktien verteilt.

H. Schlussbestimmungen - Anwendbares Recht

Art. 30. Anwendbares Recht. Für alle in dieser Satzung nicht geregelten Angelegenheiten gelten die Regelungen des Gesetzes von 1915.

Da nichts mehr auf der Tagesordnung steht, wird die Hauptversammlung geschlossen um 11.30 Uhr.

Kosten und Ausgaben

Die Kosten, Ausgaben, Vergütungen und Auslagen unter welcher Form auch immer, welche der Gesellschaft aus Anlass dieser Beschlüsse entstehen, beläuft sich auf ungefähr fünftausendvierhundert Euro (EUR 5.400,-).

Diese notarielle Urkunde wurde in Luxemburg an dem am Anfang dieses Dokuments genannten Tag aufgenommen.

Der unterzeichnete Notar, der Englisch versteht und spricht, erklärt hiermit, dass die Urkunde auf Anfrage der erschienenen Parteien auf Englisch geschrieben ist, gefolgt von einer deutschen Übersetzung und auf Anfrage derselben erschienenen Parteien im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text die englische Fassung vorrangig sein soll.

Nachdem dieses Dokument der Bevollmächtigten der erschienenen Parteien, welche dem Notar mit Namen, Vornamen und Wohnort bekannt ist, vorgelesen worden ist, unterzeichnete die Bevollmächtigte der erschienenen Parteien dieses Dokument zusammen mit dem Notar.

Gezeichnet: J. SZAFRANSKA, DELOSCH.

Enregistré à Diekirch, le 22 décembre 2014. Relation: DIE/2014/16666. Reçu soixante-quinze (75.-) euros.

Le Receveur (signé): THOLL.

Für gleichlautende Ausfertigung, ausgestellt zwecks Veröffentlichung im Memorial C.

Diekirch, den 29. Dezember 2014.

Référence de publication: 2014207917/1396.

(140232802) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2014.

SCL Prop Co. B S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5326 Contern, 17, rue Edmond Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 193.033.

STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the fifteenth day of December,
before Maître Edouard DELOSCH, notary residing in Diekirch, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

ECE European Prime Shopping Centre II B, SCSp, a special limited partnership (société en commandite spéciale), incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 189.417, represented by its manager ECE Real Estate Partners S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 157.549 and a share capital of one hundred twenty-five thousand euro (EUR 125,000.-).

here represented by José Maria Ortiz, with professional address at 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a power of attorney dated 15 December 2014.

Such power of attorney, after having been signed *ne varietur* by the representative of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to this deed for the purpose of registration.

The appearing party, represented as above, has requested the undersigned notary, to state as follows the articles of incorporation of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated:

I. Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Name. The name of the company is "SCL Prop Co. B S.à r.l." (the Company). The Company is a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and, in particular, the law of August 10, 1915, on commercial companies, as amended (the Law), and these articles of incorporation (the Articles).

Art. 2. Registered office.

2.1. The registered office of the Company is established in the municipality of Contern, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the municipality by a resolution of the board of managers. The registered office may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers. Where the board of managers determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events may interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these circumstances. Such temporary measures have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, remains a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Corporate object.

3.1. The purpose of the Company is the acquisition, directly or indirectly, of real estate property in Luxembourg or abroad, in particular shopping centres, and the holding and managing of the assets required for the management of the real estate property.

3.2 The Company may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and any kind of debt and equity securities. The Company may lend funds including, without limitation,

the proceeds of any borrowings, to its subsidiaries, affiliated companies and any other companies. The Company may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over all or some of its assets to guarantee its own obligations and those of any other company, and, generally, for its own benefit and that of any other company or person. For the avoidance of doubt, the Company may not carry out any regulated activities of the financial sector without having obtained the required authorisation.

Art. 4. Duration.

4.1. The Company is formed for an unlimited duration.

4.2 The Company is not dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or several shareholders.

II. Capital - Shares

Art. 5. Capital.

5.1. The Company's share capital is set at thirteen thousand seven hundred fifty euro (EUR 13,750.-), represented by (i) one thousand two hundred and fifty (1,250) ordinary, (ii) one thousand two hundred and fifty shares of class A (the "Class A Shares"), (iii) one thousand two hundred and fifty (1,250) shares of class B (the "Class B Shares"), (iv) one thousand two hundred and fifty (1,250) of class C (the "Class C Shares"), (v) one thousand two hundred and fifty (1,250) shares of class D (the "Class D Shares"), (vi) one thousand two hundred and fifty (1,250) shares of class E (the "Class E Shares"), (vii) one thousand two hundred and fifty (1,250) shares of class F (the "Class F Shares"), (viii) one thousand two hundred and fifty (1,250) shares of class G (the "Class G Shares"), (ix) one thousand two hundred and fifty (1,250) shares of class H (the "Class H Shares"), (x) one thousand two hundred and fifty (1,250) shares of class I (the "Class I Shares") and (xi) one thousand two hundred and fifty (1,250) shares of class J (the "Class J Shares"); each in registered form fully paid-up with a nominal value of one euro (EUR 1) each.

5.2 In addition to the issued capital, there may be set up a share premium account to which any share premium paid on the ordinary shares of the Company in addition to its nominal value is transferred. The amount of the share premium account may be used to provide for the payment of any ordinary shares which the Company may repurchase from its shareholder(s), to offset any net realized losses, to make distributions to the shareholder(s) in the form of a dividend or to allocate funds to the legal reserve.

5.3. The subscribed share capital of the Company may be increased through the issuance of shares, or reduced, by a resolution of the General Meeting or by way of Shareholders Circular Resolution adopted in the manner required for amendment of the Articles. In no case may the subscribed share capital be reduced to an amount lower than thirteen thousand seven hundred fifty euro Euro (EUR 13,750.-). Notwithstanding the above, the share capital of the Company may be reduced through the cancellation of a class of shares, in whole but not in part, consisting in the repurchase and cancellation of all shares in issue in such class as may be determined from time-to-time by the board of managers and approved at the General Meeting or by way of Shareholders Circular Resolution, provided however that the Company may not at any time repurchase and cancel the ordinary Shares. In the case of any repurchase and cancellation of a whole class of shares, such repurchase and cancellation of shares shall be made in the following order: (i) Class J Shares; (ii) Class I Shares; (iii) Class H Shares; (iv) Class G Shares; (v) Class F Shares; (vi) Class E Shares; (vii) Class D Shares; (viii) Class C Shares; (ix) Class B Shares and (x) Class A Shares.

5.4. In the event of a reduction of share capital through the cancellation of a whole class of shares consisting in the repurchase and cancellation of all shares in issue in such class (in the order provided for above), each such class of shares entitles the holders thereof (pro rata to their holding in such class of shares) to such portion of the Total Cancellation Amount with respect to the class of shares to be redeemed, and the holders of shares of the repurchased and cancelled shares shall receive from the Company an amount equal to the Cancellation Value Per Share for each share of the relevant class of shares.

5.5. The Company may repurchase its shares as provided herein only to the extent otherwise permitted by Law.

5.6. For the purpose of this article:

"Available Amount" means the total amount of net profits of the Company (including carried forward profits) to the extent shareholders would have been entitled to dividend distributions according to these Articles, increased by (i) any freely distributable reserves (including for the avoidance of doubt the share premium account up to the amount of losses including carried forward losses) and (ii) as the case may be by the amount of the share capital reduction and legal reserve reduction relating to the class of shares to be redeemed/cancelled but reduced by (i) any losses (included carried forward losses), and (ii) any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of the Law or of these Articles, each time as set out in the relevant Interim Accounts (without for the avoidance of doubt, any double counting) so that:

$$AA = (NP + P + CR) - (L + LR)$$

Whereby:

AA = Available Amount

NP = net profits (including carried forward profits)

P = any freely distributable reserves (including the share premium account up to the amount of L)

CR = the amount of the share capital reduction and legal reserve reduction relating to the class of shares to be cancelled

L = losses (including carried forward losses)

LR = any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of the Law or of these Articles.

The Available Amount, as determined by using the formula described here above, can be increased by any surplus cash or/and assets available to the Company at the time of the redemption, such surplus cash or/and assets being paid from the share premium account up to the amount of the share premium at the time of the redemption.

"Cancellation Value Per Share" means the amount calculated by dividing the Total Cancellation Amount by the number of shares in issue in the class of shares to be cancelled.

"Interim Accounts" means the interim accounts of the Company under Luxembourg GAAP as at the relevant Interim Account Date.

"Interim Account Date" means the date no earlier than eight (8) days before the date of the cancellation of a class of shares.

"Total Cancellation Amount" means the amount determined by the board of managers or as the case may be the sole manager and approved at the General Meeting (or as the case may be the sole shareholder of the Company) or by way of Shareholders Circular Resolution on the basis of the relevant Interim Accounts. The Total Cancellation Amount shall be lower or equal to the entire Available Amount at the time of the cancellation of the relevant class of shares unless otherwise resolved at the General Meeting (or as the case may be by the sole shareholder of the Company) or by way of Shareholders Circular Resolution in the manner provided for an amendment of the Articles, provided however that the Total Cancellation Amount shall never be higher than such Available Amount.

Art. 6. Shares.

6.1. The shares are and will remain in registered form (parts sociales nominatives). The shares are indivisible and the Company recognises only one (1) owner per share.

6.2. The transfer of shares by reason of death to third parties must be approved by the shareholders representing three-quarters of the rights owned by the survivors.

A share transfer is only binding upon the Company or third parties following a notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the Civil Code.

6.3. A register of shareholders is kept at the registered office and may be examined by each shareholder upon request.

6.4. The Company may redeem its own shares, provided that the Company has sufficient distributable reserves for that purpose or if the redemption results from a reduction of the Company's share capital.

III. Management - Representation

Art. 7. Appointment and removal of managers.

7.1. The Company is jointly managed by two managers or more managers appointed by a resolution of the General Meeting or by way of Shareholders Circular Resolution, which sets the term of their office. The managers need not be shareholders.

7.2. The managers may be removed at any time (with or without cause) by a resolution of the General Meeting or by way of Shareholders Circular Resolution.

Art. 8. Board of managers. The Company will be managed by a board of managers (the Board). The Board shall be composed of at least two (2) managers who will be A managers (hereafter each a Manager A) or B managers (hereafter each a Manager B).

8.1. Powers of the board of managers

(i) All powers not expressly reserved to the shareholder(s) by the Law or the Articles fall within the competence of the Board that has all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the corporate object.

(ii) Special and limited powers may be delegated for specific matters to one or more agents by the Board.

(iii) The Board shall not resolve on the following subject matters unless with (1) the approval of the investment committee of ECE Real Estate Partners S.à r.l. and such approval shall be documented in writing and (2) the unanimous decision of all parties to any parallel investment agreement between ECE European Prime Shopping Centre II A, SCSp SIF A, ECE European Prime Shopping Centre II B, SCSp and ECE European Prime Shopping Centre II C, SCSp SIF C and, as the case may be, further parties and such consent shall be documented in writing:

(a) any investment decision relating to the direct or indirect (either by the Company or a subsidiary, independent from the proportion of the Company's ownership) acquisition of shopping centres;

(b) any investment decision relating to the direct or indirect (either by the Company or a subsidiary, independent from the proportion of the Company's ownership) disposal of shopping centres;

(c) any decision relating to direct or indirect (either by the Company or a subsidiary, independent from the proportion of the Company's ownership) real estate financings; and

(d) any decision relating to the direct or indirect (either by the Company or a subsidiary, independent from the proportion of the Company's ownership) enlargement of shopping centres, in particular the structural alteration of parts or extensions of a building.

8.2. Procedure

(i) The Board meets upon the request of any manager, at the place indicated in the convening notice which, in principle, is in Luxembourg.

(ii) Written notice of any meeting of the Board is given to all managers at least twenty-four (24) hours in advance, except in case of emergency, the nature and circumstances of which are set forth in the notice of the meeting.

(iii) No notice is required if all members of the Board are present or represented and if they state to have full knowledge of the agenda of the meeting. Notice of a meeting may also be waived by a manager, either before or after a meeting. Separate written notices are not required for meetings that are held at times and places indicated in a schedule previously adopted by the Board.

(iv) A manager may grant a power of attorney to another manager in order to be represented at any meeting of the Board.

(v) The Board can validly deliberate and act only if (a) a majority of its members is present or represented, and (b) at least one Manager A is present or represented at the meetings. Resolutions of the Board are validly taken by a simple majority of the managers present or represented provided that at least one Manager A votes in favour of the decision(s) to be adopted. The resolutions of the Board are recorded in minutes signed by the chairman of the meeting or, if no chairman has been appointed, by all the managers present or represented.

(vi) Any manager may participate in any meeting of the Board by telephone or video conference or by any other means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. The participation by these means is deemed equivalent to a participation in person at a meeting duly convened and held.

(vii) Circular resolutions signed by all the managers (the Managers Circular Resolutions), are valid and binding as if passed at a Board meeting duly convened and held and bear the date of the last signature.

8.3. Representation

(i) The Company is bound towards third parties in all matters by the joint signatures of two managers, including at least the signature of one Manager A.

(ii) The Company is also bound towards third parties by the signature of any persons to whom special powers have been delegated.

Art. 9. Liability of the managers. The managers may not, by reason of their mandate, be held personally liable for any commitments validly made by them in the name of the Company, provided such commitments comply with the Articles and the Law and that the manager has acted in good faith.

IV. Shareholder(s)

Art. 10. General meetings of shareholders and shareholders circular resolutions.

10.1. Powers and voting rights

(i) Resolutions of the shareholders are adopted at a general meeting of shareholders of the Company (the General Meeting) or by way of circular resolutions (the Shareholders Circular Resolutions).

(ii) Where resolutions are to be adopted by way of Shareholders Circular Resolutions, the text of the resolutions is sent to all the shareholders, in accordance with the Articles. Shareholders Circular Resolutions signed by all the shareholders are valid and binding as if passed at a General Meeting duly convened and held and bear the date of the last signature.

(iii) Each share entitles to one (1) vote.

10.2. Notices, quorum, majority and voting procedures

(i) The shareholders are convened to General Meetings or consulted in writing at the initiative of any manager or shareholders representing more than one-half of the share capital.

(ii) Written notice of any General Meeting is given to all shareholders at least eight (8) days in advance of the date of the meeting, except in case of emergency, the nature and circumstances of which are set forth in the notice of the meeting.

(iii) General Meetings are held at such place and time specified in the notices.

(iv) If all the shareholders are present or represented and consider themselves as duly convened and informed of the agenda of the meeting, the General Meeting may be held without prior notice.

(v) A shareholder may grant a written power of attorney to another person, whether or not a shareholder, in order to be represented at any General Meeting.

(vi) Resolutions to be adopted at General Meetings or by way of Shareholders Circular Resolutions are passed by shareholders owning more than one-half of the share capital. If this majority is not reached at the first General Meeting or first written consultation, the shareholders are convened by registered letter to a second General Meeting or consulted a second time and the resolutions are adopted at the General Meeting or by Shareholders Circular Resolutions by a majority of the votes cast, regardless of the proportion of the share capital represented.

(vii) The Articles are amended with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters of the share capital.

(viii) Any change in the nationality of the Company and any increase of a shareholder's commitment in the Company require the unanimous consent of the shareholders.

10.3. Subject-Matters of Resolutions

The shareholders shall resolve on the subject-matters prescribed by the Law.

Art. 11. Sole shareholder.

11.1. Where the number of shareholders is reduced to one (1), the sole shareholder exercises all powers conferred by the Law to the General Meeting.

11.2. Any reference in the Articles to the shareholders and the General Meeting or to Shareholders Circular Resolutions is to be read as a reference to such sole shareholder or the resolutions of the latter, as appropriate.

11.3. The resolutions of the sole shareholder are recorded in minutes or drawn up in writing.

V. Annual accounts - Allocation of profits - Supervision

Art. 12. Financial year and approval of annual accounts.

12.1. The financial year begins on the first (1) of January and ends on the thirty-first (31) of December of each year.

12.2. Each year, the Board prepares the balance sheet and the profit and loss account, as well as an inventory indicating the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarising the Company's commitments and the debts of the manager(s) and shareholders towards the Company.

12.3. Each shareholder may inspect the inventory and the balance sheet at the registered office.

12.4. The balance sheet and profit and loss account are approved at the annual General Meeting or by way of Shareholders Circular Resolutions within six (6) months from the closing of the financial year.

Art. 13. Allocation of profits.

13.1. From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) is allocated to the reserve required by Law. This allocation ceases to be required when the legal reserve reaches an amount equal to ten per cent (10%) of the share capital.

13.2. The shareholders determine how the balance of the annual net profits is allocated. It may allocate such balance to the payment of a dividend, transfer such balance to a reserve account or carry it forward in accordance with applicable legal provisions.

13.3. Interim dividends may be distributed, at any time, under the following conditions:

(i) interim accounts are drawn up by the Board;

(ii) these interim accounts show that sufficient profits and other reserves (including share premium) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, if any, increased by carried forward profits and distributable reserves, and decreased by carried forward losses and sums to be allocated to the legal reserve;

(iii) the decision to distribute interim dividends must be taken by the Board within two (2) months from the date of the interim accounts;

(iv) the rights of the creditors of the Company are not threatened, taking into account the assets of the Company; and

(v) where the interim dividends paid exceed the distributable profits at the end of the financial year, the shareholders must refund the excess to the Company.

VI. Dissolution - Liquidation

14.1. The Company may be dissolved at any time, by a resolution of the shareholders, adopted with the consent of a majority (in numbers) of shareholders owning at least three-quarters of the share capital. The shareholders appoint one (1) or several liquidators, who need not be shareholders, to carry out the liquidation and determine their number, powers and remuneration. Unless otherwise decided by the shareholders, the liquidators have the broadest powers to realise the assets and pay the liabilities of the Company.

14.2. The surplus after the realisation of the assets and the payment of the liabilities is distributed to the shareholders in proportion to the shares held by each of them.

VII. General provisions

15.1. Notices and communications are made or waived and the Managers Circular Resolutions as well as the Shareholders Circular Resolutions are evidenced in writing, by telegram, telefax, e-mail or any other means of electronic communication.

15.2. Powers of attorney are granted by any of the means described above. Powers of attorney in connection with Board meetings may also be granted by a director in accordance with such conditions as may be accepted by the Board.

15.3. Signatures may be in handwritten or electronic form, provided they fulfil all legal requirements to be deemed equivalent to handwritten signatures. Signatures of Managers Circular Resolutions, the resolutions adopted by the Board

by telephone or video conference and the Shareholders Circular Resolutions, as the case may be, are affixed on one original or on several counterparts of the same document, all of which taken together, constitute one and the same document.

15.4. All matters not expressly governed by the Articles shall be determined in accordance with the Law and, subject to any non waivable provisions of the Law, any agreement entered into by the shareholders from time to time.

Transitory provision

The first financial year begins on the date of this deed and ends on 31 December 2015.

Subscription and payment

ECE European Prime Shopping Centre II B, SCSp prenamed and represented as stated above, declares to subscribe for thirteen thousand seven hundred and fifty (13,750) shares in registered form, with a par value of one euro (EUR 1,-) each, and agrees to pay them in full by a contribution in cash in the amount of thirteen thousand seven hundred and fifty euro (EUR 13,750).

The amount of thirteen thousand seven hundred and fifty euro (EUR 13,750) is at the disposal of the Company, evidence of which has been given to the undersigned notary.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever to be borne by the Company in connection with this deed are estimated at approximately one thousand one hundred Euro (EUR 1,100,-).

Resolutions of the sole shareholder

Immediately after the incorporation of the Company, the sole shareholder of the Company, representing the entire subscribed capital, has passed the following resolutions:

1. The following persons are appointed for an indefinite period:

a. as Manager A of the Company

- José Maria Ortiz, Director, born on January 3, 1970, in Madrid, Spain, with professional address at 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern

b. as Manager B of the Company

- Ulrich Binninger, Managing Director, born on August 30, 1966 in Trier, Germany, with professional address at 19, rue des Lilas, L-8035 Strassen

2. The registered office of the Company is established at 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, Grand Duchy of Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states that, upon request of the appearing party, this deed are drawn up in English, followed by a German version and, in case of divergences between the English text and the German text, the English text prevails.

WHEREOF this deed was drawn up in Contern, on the day stated above.

This deed has been read to the representative of the appearing party, and signed by the latter with the undersigned notary.

Deutsche Übersetzung des vorstehenden Textes

Am fünfzehnten Tag des Monats Dezember im Jahre zweitausendvierzehn,

ist vor dem unterzeichneten Notar Maître Edouard DELOSCH, mit Amtssitz in Diekirch, Großherzogtum Luxemburg,

ERSCHIENEN:

Die ECE European Prime Shopping Centre II B, SCSp, organisiert in Form einer speziellen Kommanditgesellschaft (société en commandite spéciale), gegründet und bestehend nach Luxemburger Recht, mit Gesellschaftssitz in 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen beim Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter Nummer B 189.417, vertreten durch ihren Verwalter ECE Real Estate Partners S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), gegründet und bestehend nach Luxemburger Recht, mit Gesellschaftssitz in 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen beim Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter Nummer B 157.549 und ein Gesellschaftskapital von einhundert-fünfundzwanzigtausend Euro (EUR125.000.-) hat,

hier vertreten durch Herrn José Maria Ortiz, mit Geschäftsadresse in 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, Großherzogtum Luxemburg, aufgrund der Vollmacht, welche am 15 Dezember 2014 erteilt wurde.

Besagte Vollmacht, welche von der erschienenen Person und dem unterzeichneten Notar unterzeichnet wurde, wird der vorliegenden Urkunde beigelegt, um diese später bei der Registrierungsbehörde einzureichen.

Die erschienene Partei, vertreten wie oben dargestellt, hat den unterzeichneten Notar ersucht, die Satzung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), welche hiermit gegründet wird, wie folgt aufzusetzen.

I. Firma - Gesellschaftssitz - Gesellschaftszweck - Dauer

Art. 1. Name. Der Name der Gesellschaft lautet „SCL Prop Co. B S.à r.l.“ (die Gesellschaft). Die Gesellschaft ist eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) und unterliegt den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg, insbesondere den Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften in seiner derzeit geltenden Fassung (das Gesetz) und der hier vorliegenden Gesellschaftssatzung (die Satzung).

Art. 2. Gesellschaftssitz.

2.1. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in der Gemeinde Contern, im Großherzogtum Luxemburg. Der Sitz der Gesellschaft kann durch Beschluss des Geschäftsführungsrates der Gesellschaft an einen anderen Ort innerhalb der Gemeinde verlegt werden. Der Sitz der Gesellschaft kann durch Beschluss der Gesellschafter in Übereinstimmung mit den Bestimmungen über die Satzungsänderung an jeden anderen Ort des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden.

2.2. Filialen, Zweigniederlassungen und andere Geschäftsräume können im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland durch einen Beschluss des Geschäftsführungsrates errichtet werden. Sollte der Geschäftsführungsrat feststellen, dass außergewöhnliche politische oder militärische Entwicklungen oder Ereignisse bestehen oder vorzusehen sind und dass diese Entwicklungen oder Ereignisse die normale Geschäftstätigkeit der Gesellschaft am Gesellschaftssitz oder die Verbindung zwischen diesem Gesellschaftssitz und Personen außerhalb behindern können, kann der Sitz bis zur vollständigen Wiederherstellung des ursprünglichen Zustandes vorübergehend ins Ausland verlegt werden. Derartige vorübergehende Maßnahmen haben keinen Einfluss auf die Nationalität der Gesellschaft, die ungeachtet einer vorübergehenden Verlegung des Gesellschaftssitzes eine in Luxemburg gegründete Gesellschaft bleibt.

Art. 3. Gesellschaftszweck.

3.1. Zweck der Gesellschaft ist der direkte oder indirekte Erwerb von Immobilien im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland, insbesondere von Einkaufszentren, und der Erwerb und die Verwaltung von zur Bewirtschaftung der Immobilien erforderlichen Gegenständen.

3.2. Die Gesellschaft kann Darlehen jeglicher Art aufnehmen, ausgenommen im Wege eines öffentlichen Angebots. Sie kann, jedoch nur durch Privatplatzierungen, Schuldscheine, Anleihen sowie jegliche Art von Schuldtitel und Dividendepapiere ausgeben. Die Gesellschaft kann Geldmittel, einschließlich und uneingeschränkt die Erträge aus Kreditverbindlichkeiten, an ihre Zweigniederlassungen, Tochtergesellschaften und andere Gesellschaft verleihen. Des Weiteren kann die Gesellschaft in Bezug auf ihr gesamtes oder nur einen Teil ihres Vermögens Sicherheiten leisten, verpfänden, übertragen, belasten oder auf andere Weise Sicherheiten bestellen und gewähren, um ihren eigenen Verpflichtungen und solchen anderer Gesellschaften nachzukommen und im Allgemeinen zu ihrem eigenen Vorteil und zum Vorteil jeder anderen Gesellschaft oder Person. Um Unstimmigkeiten auszuschließen, ist die Gesellschaft nicht dazu befugt ohne die erforderliche Genehmigung reglementierte Tätigkeiten in Bezug auf den Finanzsektor auszuüben.

Art. 4. Dauer.

4.1. Die Gesellschaft wird auf unbestimmte Dauer gegründet.

4.2. Die Gesellschaft wird nicht aufgrund eines Todesfalles, der Aufhebung von Bürgerrechten, Rechtsunfähigkeit, Insolvenz, Konkurs oder einem ähnlichen Vorkommnis, welches einen oder mehrere Gesellschafter betrifft, aufgelöst.

II. Kapital - Geschäftsanteile

Art. 5. Kapital.

5.1. Das Gesellschaftskapital beläuft sich auf dreizehntausendsiebenhundertfünfzig Euro (EUR 13.750,-), aufgeteilt in (i) eintausend zweihundertundfünfzig (1.250) Stammanteile, (ii) eintausend zweihundertundfünfzig (1.250) Anteile der Klasse A (die "Klasse A Anteile"), (iii) eintausend zweihundertundfünfzig (1.250) Anteile der Klasse B (die "Klasse B Anteile"), (iv) eintausend zweihundertundfünfzig (1.250) Anteile der Klasse C (die "Klasse C Anteile"), (v) eintausend zweihundertundfünfzig (1.250) Anteile der Klasse D (die "Klasse D Anteile"), (vi) eintausend zweihundertundfünfzig (1.250) Anteile der Klasse E (die "Klasse E Anteile"), (vii) eintausend zweihundertundfünfzig (1.250) Anteile der Klasse F (die "Klasse F Anteile"), (viii) eintausend zweihundertundfünfzig (1.250) Anteile der Klasse G (die "Klasse G Anteile"), (ix) eintausend zweihundertundfünfzig (1.250) Anteile der Klasse H (die "Klasse H Anteile"), (x) eintausend zweihundertundfünfzig (1.250) Anteile der Klasse I (die "Klasse I Anteile") und (xi) eintausend zweihundertundfünfzig (1.250) Anteile der Klasse J (die "Klasse J Anteile"); jede jeweils ausgegeben in voll liberierten Namensanteile mit einem Nominalwert von je einem Euro (EUR 1).

5.2. Zusätzlich zum gezeichneten Gesellschaftskapital kann ein Rücklagenkonto für das Emmissionsagio eingerichtet werden, auf welchem das auf die Stammanteile über deren Nominalwert eingezahlte Emmissionsagio als Kapitalrücklage verbucht werden kann. Der Betrag des Rücklagenkontos kann für Zahlungen der Gesellschaft an ihre(n) Gesellschafter im Rahmen des Rückerwerbs von Stammanteilen, zum Ausgleich des realisierten Nettoverlusts, für Ausschüttungen an den/die Gesellschafter in Form von Dividenden verwedet werden oder der gesetzlichen Kapitalrücklage zugeführt zu werden.

5.3. Durch Beschluss der Generalversammlung der Gesellschafter, der in Übereinstimmung mit den für eine Satzungsänderung erforderlichen Bestimmungen zu fassen ist, kann das gezeichnete Gesellschaftskapital durch die Ausgabe von Anteilen erhöht oder herabgesetzt werden. In keinem Fall darf das Gesellschaftskapital unter einen Betrag von dreizehntausendsiebenhundertfünfzig Euro (EUR 13.750,-) fallen. Dessen ungeachtet kann das Gesellschaftskapital der Gesellschaft verringert werden durch die Löschung einer gesamten Anteilsklasse (nicht jedoch eines Teils Anteilsklasse), welche durch Rückerwerb und Annullierung aller in dieser Klasse ausgegebenen Anteilen erfolgt, wie es von Zeit zu Zeit durch den Geschäftsführungsrat festgestellt und durch die Hauptversammlung oder im Wege eines Umlaufbeschlusses der Gesellschafter bestätigt wird; der Rückerwerb und die Annullierung von Stammanteilen durch die Gesellschaft sind ausgeschlossen. Sofern der Rückerwerb und die Annullierung einer gesamten Klasse beabsichtigt sind, haben diese in der folgenden Reihenfolge zu erfolgen: (i) Klasse J Anteile; (ii) Klasse I Anteile; (iii) Klasse H Anteile; (iv) Klasse G Anteile; (v) Klasse F Anteile; (vi) Klasse E Anteile; (vii) Klasse D Anteile; (viii) Klasse C Anteile; (ix) Klasse B Anteile und (x) Klasse A Anteile.

5.4. Im Falle der Kapitalherabsetzung durch Löschung einer gesamten Anteilsklasse durch Rückerwerb und Annullierung aller ausgegebenen Anteile in der betreffenden Klasse (gemäß obiger Reihenfolge) steht jedem Inhaber von Anteilen dieser Anteilsklasse (pro rata gemäß der gehaltenen Anteile in der jeweiligen Anteilsklasse) ein anteiliger Anspruch aus dem Gesamtannullierungsbetrag in Bezug auf die einzuziehende Anteilsklasse zu; jeder Inhaber von rückerworbenen oder annullierten Anteilen erhält von der Gesellschaft einen Betrag, der dem Annullierungswert pro Anteil für jeden Anteil der relevanten Anteilsklasse entspricht.

5.5. Die Gesellschaft kann den Rückerwerb von Anteilen gemäß den hier festgelegten Bedingungen nur im Rahmen der Anforderungen des Gesetzes vornehmen.

5.6. Für Zwecke dieses Artikels:

"Verfügbarer Betrag" bedeutet den Gesamtbetrag des Nettogewinns der Gesellschaft (einschließlich vorgetragener Gewinne) soweit Gesellschafter gemäß dieser Satzung zum Erhalt von Dividendenausschüttungen berechtigt gewesen wären, erhöht um (i) alle frei ausschüttbaren Reserven (einschließlich des Rücklagenkontos für das Emissionsagio bis zur Höhe der Verluste einschließlich vorgetragener Verluste) und (ii) gegebenenfalls den Betrag der Kapitalherabsetzung und der Verringerung der gesetzlichen Rücklagen im Hinblick auf die einzuziehenden/zu löschenden Anteilsklassen, jedoch verringert um (i) alle Verluste (einschließlich vorgetragener Verluste), und (ii) aller Beträge, welche aufgrund des Gesetzes oder dieser Satzung als Rücklage(n) gebildet werden müssen, jedes Mal wie in den betreffenden Zwischenbilanzen dargestellt (jedoch ohne doppelte Buchung) so dass:

$$AA = (NP + P + CR) - (L + LR)$$

Wobei:

AA = Verfügbarer Betrag

NP = Nettogewinn (einschließlich vorgetragener Gewinne)

P = alle frei ausschüttbaren Reserven (einschließlich des Rücklagenkontos für das Emissionsagio bis zu einem Betrag von L)

CR = der Betrag der Kapitalherabsetzung und der Herabsetzung der gesetzlichen Rücklage bezogen auf diejenige Anteilsklasse, welche aufgelöst werden soll

L = Verluste (einschließlich vorgetragene Verluste)

LR = alle Beträge, welche aufgrund Anforderungen des Gesetzes oder dieser Satzung als Rücklage(n) gebildet werden müssen.

Der Verfügbare Betrag, basierend auf obiger Formel, kann um sämtliche der Gesellschaft zum Zeitpunkt der Rücknahme zur Verfügung stehende überschüssige Liquidität und/oder Vermögenswerte, erhöht werden, wobei überschüssige Liquidität und Vermögenswerte aus dem Rücklagenkonto des Emissionsagios bis zur Höhe des Betrags der an das Emissionsagio gebundenen Kapitalrücklage zum Zeitpunkt der Rücknahme zu zahlen sind.

"Annullierungswert pro Anteil" bedeutet den durch Division des Gesamtannullierungsbetrages durch die ausgegebene Anzahl von Anteilen in der von der Annullierung betroffenen Anteilsklasse errechneten Wert.

"Zwischenbilanzen" bedeuten die Zwischenbilanzen der Gesellschaft gemäß Luxemburger GAAP zum betreffenden Zwischenbilanzzeitpunkt.

"Zwischenbilanzzeitpunkt" bedeutet das Datum frühestens acht (8) Tage vor dem Datum der Löschung einer Anteilsklasse.

"Gesamtannullierungsbetrag" bedeutet der vom Geschäftsführungsrat oder gegebenenfalls dem Alleingeschäftsführer festgelegten und von der Hauptversammlung (oder gegebenenfalls dem Alleingesellschafter der Gesellschaft) oder im Wege eines Umlaufbeschlusses der Gesellschafter bestätigten Betrag, basierend auf den relevanten Zwischenbilanzen. Der Gesamtannullierungsbetrag muss niedriger oder gleich dem gesamten Verfügbaren Betrag zum Zeitpunkt der Löschung der betreffenden Anteilsklasse sein, es sei denn, dass dies anderweitig durch die Hauptversammlung (oder gegebenenfalls durch den Alleingesellschafter der Gesellschaft) oder im Wege eines Umlaufbeschlusses der Gesellschafter gemäß den Bestimmungen zur Änderung dieser Satzung beschlossen worden ist, vorausgesetzt jedoch, dass der Gesamtannullierungsbetrag nie höher sein darf als der Verfügbare Betrag.

Art. 6. Geschäftsanteile.

6.1. Die Anteile der Gesellschaft sind Namensanteile (parts sociales nominatives). Die Geschäftsanteile sind unteilbar und die Gesellschaft lässt nur einen (1) Eigentümer pro Geschäftsanteil zu.

6.2. Die Übertragung von Geschäftsanteilen aufgrund eines Todesfalles an Dritte bedarf der Zustimmung der anderen Gesellschafter, welche drei Viertel der Rechte der Hinterbliebenen vertreten.

Eine Anteilsübertragung ist gegenüber der Gesellschaft oder Dritten nur wirksam, wenn eine solche gemäß Artikel 1690 des luxemburgischen Bürgerlichen Gesetzbuches gegenüber der Gesellschaft angezeigt oder von dieser anerkannt wurde.

6.3. Am Sitz der Gesellschaft wird ein Gesellschafterregister geführt, welches auf Anfrage von jedem Gesellschafter eingesehen werden kann.

6.4. Die Gesellschaft kann ihre eigenen Geschäftsanteile zurückkaufen, vorausgesetzt, die Gesellschaft verfügt über ausreichend ausschüttbare Reserven oder falls der Rückkauf aufgrund einer Herabsenkung des Gesellschaftskapitals be ruht.

III. Verwaltung - Stellvertretung

Art. 7. Bestellung und Abberufung von Geschäftsführern.

7.1. Die Gesellschaft wird gemeinschaftlich von zwei oder mehreren Geschäftsführern verwaltet. Diese werden durch einen Beschluss der Hauptversammlung oder im Wege eines Umlaufbeschlusses der Gesellschafter bestellt, welcher auch ihre Amtszeit festlegt. Die Geschäftsführer müssen keine Gesellschafter der Gesellschaft sein.

7.2. Die Geschäftsführer können zu jedem Zeitpunkt (mit oder ohne Grund) von der Hauptversammlung oder im Wege eines Umlaufbeschlusses abberufen werden.

Art. 8. Geschäftsführungsrat. Die Gesellschaft wird von einem Geschäftsführungsrat (der Rat) verwaltet. Der Rat soll aus mindestens zwei (2) Geschäftsführern bestehen, die entweder A Geschäftsführer (Geschäftsführer A) oder B Geschäftsführer (Geschäftsführer B) sein sollen.

8.1. Befugnisse des Geschäftsführungsrates

(i) Sämtliche Befugnisse, welche nicht ausdrücklich per Gesetz oder durch die vorliegende Satzung den Gesellschaftern vorbehalten sind, fallen in den Zuständigkeitsbereich des Rates, welchem die Befugnis zusteht, jegliche Handlungen und Tätigkeiten auszuführen und zu genehmigen, die mit dem Gesellschaftszweck im Einklang stehen.

(ii) Besondere und eingeschränkte Vollmachten können für bestimmte Angelegenheiten an einen oder mehrere Handlungsbevollmächtigte des Rates übertragen werden.

(iii) In Bezug auf die folgenden Entscheidungen soll der Rat nur Beschlüsse fassen sofern (1) die Genehmigung des Investment Komitees der ECE Real Estate Partners S.à r.l. vorliegt, und eine solche Genehmigung schriftlich festgehalten wurde und (2) der einstimmigen Entscheidung aller Parteien einer jeden parallelen Investitionsvereinbarung zwischen der ECE European Prime Shopping Centre II A, SCSp SIF, der ECE European Prime Shopping Centre II B, SCSp und der ECE European Prime Shopping Centre II C, SCSp SIF und, gegebenenfalls, weiteren Parteien, und eine solche Zustimmung schriftlich festgehalten worden ist:

(a) eine Investitionsentscheidung hinsichtlich des direkten oder indirekten (entweder durch die Gesellschaft oder eine Tochtergesellschaft, unabhängig vom Anteil der Inhaberverhältnisse der Gesellschaft) des Erwerbs von Einkaufszentren;

(b) eine Investitionsentscheidung hinsichtlich der direkten oder indirekten (entweder durch die Gesellschaft oder eine Tochtergesellschaft, unabhängig vom Anteil der Inhaberverhältnisse der Gesellschaft) Veräußerung von Einkaufszentren;

(c) eine Investitionsentscheidung hinsichtlich der direkten oder indirekten (entweder durch die Gesellschaft oder eine Tochtergesellschaft, unabhängig vom Anteil der Inhaberverhältnisse der Gesellschaft) Immobilien Finanzierung; und

(d) eine Investitionsentscheidung hinsichtlich der direkten oder indirekten (entweder durch die Gesellschaft oder eine Tochtergesellschaft, unabhängig vom Anteil der Inhaberverhältnisse der Gesellschaft) Erweiterung von Einkaufszentren, dass heißt insbesondere die bauliche Veränderungen durch neue Gebäudeteile und Anbauten, von Einkaufszentren.

8.2. Verfahren

(i) Auf Wunsch eines jeden Geschäftsführers findet eine Versammlung des Rates, an einem in der Ankündigung genannten Ort, grundsätzlich aber in Luxemburg, statt.

(ii) Eine schriftliche Ankündigung einer jeden Versammlung des Rates geht allen Geschäftsführern spätestens vierundzwanzig (24) Stunden vor der Versammlung zu, es sei denn es liegt ein Notfall vor, dessen Art und Umstand sodann in der Ankündigung darzulegen ist.

(iii) Eine Ankündigung ist nicht erforderlich, wenn alle Mitglieder des Rates bei der Versammlung anwesend oder vertreten sind und erklären, dass ihnen die Tagesordnung der Versammlung vollständig bekannt ist. Auf eine Ankündigung kann ein Geschäftsführer zudem entweder vor oder nach der Sitzung freiwillig verzichten. Gesonderte schriftliche Ankündigungen sind nicht erforderlich, wenn es sich um eine Versammlung handelt, welche örtlich und zeitlich im Voraus in einem Terminplan angekündigt wurde, welcher durch den Rat verabschiedet wurde.

(iv) Ein Geschäftsführer kann einem anderen Geschäftsführer eine Vollmacht erteilen, um sich bei Versammlung des Rates vertreten zu lassen.

(v) Der Rat ist nur tagungs- und beschlussfähig, wenn (a) die Mehrheit seiner Mitglieder anwesend oder vertreten sind und (b) wenigstens ein Geschäftsführer A bei der Versammlung anwesend oder vertreten ist. Die Beschlüsse des Rates sind wirksam, wenn sie mit einer einfachen Mehrheit der von den anwesenden und vertretenen Geschäftsführern gefasst werden, wobei mindestens ein Geschäftsführer A für den Beschluss oder die Beschlüsse gestimmt haben muss. Die Beschlüsse des Rates werden in Sitzungsprotokollen festgehalten, welche vom Vorsitzenden der Versammlung oder, wenn kein Vorsitzender bestimmt wurde, von allen bei der Sitzung anwesenden und vertretenen Geschäftsführern unterzeichnet werden müssen.

(vi) Jeder Geschäftsführer kann per Telefon- oder Videokonferenz oder durch jedes andere, vergleichbare Kommunikationsmittel an einer Versammlung des Rates teilnehmen, welches es allen Teilnehmern der Versammlung ermöglicht, einander zu identifizieren, zu hören und miteinander zu kommunizieren. Eine solche Teilnahme ist einer persönlichen Teilnahme an einer ordnungsgemäß einberufenen und gehaltenen Versammlung gleichzusetzen.

(vii) Beschlüsse in Textform, welche von allen Geschäftsführern unterzeichnet sind und im Umlaufverfahren gefasst worden sind (die Umlaufbeschlüsse der Geschäftsführer), sind genauso gültig und verbindlich wie ein Beschluss, der in einer ordentlich einberufenen und abgehaltenen Versammlung des Rates gefasst wurde und tragen das Datum der zuletzt hinzugefügten Unterschrift.

8.3. Vertretung

(i) Die Gesellschaft wird gegenüber Dritten in allen Angelegenheiten durch die gemeinschaftliche Unterschrift von zwei (2) Geschäftsführern gebunden, wobei stets mindestens ein Geschäftsführer A unterzeichnet haben muss.

(ii) Die Gesellschaft wird ebenfalls gegenüber Dritten durch die Unterzeichnung der mit gemäß Sinne von Artikel 8.1. (ii) Spezialvollmachten ausgestatteten Personen gebunden.

Art. 9. Haftung der Geschäftsführer. Die Geschäftsführer sind aufgrund ihres Amtes nicht persönlich haftbar für Verbindlichkeiten, die sie im Namen der Gesellschaft wirksam eingegangen sind, vorausgesetzt, dass solche Verbindlichkeiten in Übereinstimmung mit den Bestimmungen der Satzung sowie den gesetzlichen Vorschriften stehen und der Geschäftsführer in gutem Glauben gehandelt hat.

IV. Gesellschafter

Art. 10. Hauptversammlung und Umlaufbeschlüsse der Gesellschafter.

10.1. Vollmachten und Stimmrechte

(i) Beschlüsse der Gesellschafter werden in einer Hauptversammlung der Gesellschafter (die Hauptversammlung) oder durch Beschlüsse im Umlaufverfahren (die Umlaufbeschlüsse der Gesellschafter) gefasst.

(ii) Werden Beschlüsse im Wege der Umlaufbeschlüsse der Gesellschafter gefasst, so wird der Inhalt der Beschlüsse gemäß den Bestimmungen der Satzung an alle Gesellschafter übersandt. Die von allen Gesellschaftern unterzeichneten Umlaufbeschlüsse der Gesellschafter, welcher das Datum der zuletzt hinzugefügten Unterschrift trägt, ist genauso gültig und verbindlich wie ein Beschluss, der in einer ordentlich einberufenen und abgehaltenen Hauptversammlung gefasst wurde.

(iii) Je ein Geschäftsanteil gewährt eine (1) Stimme.

10.2. Ankündigung, Beschlussfähigkeit, Mehrheit der Stimmen und Wahlverfahren

(i) Auf Initiative eines Geschäftsführers oder der Gesellschafter, welche mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals vertreten, werden die Gesellschafter zur Hauptversammlung einberufen oder schriftlich zur Entscheidung gebeten.

(ii) Eine schriftliche Ankündigung einer jede Hauptversammlung geht allen Gesellschaftern spätestens acht (8) Tage im Voraus zu, es sei denn es liegt ein Notfall vor, dessen Art und Umstand sodann in der Ankündigung dazulegen ist.

(iii) Die Hauptversammlungen finden an dem in der Ankündigung genannten Ort, zur in der Ankündigung genannten Zeit statt; die Hauptversammlungen sollten grundsätzlich im Großherzogtum Luxemburg abgehalten werden.

(iv) Die Hauptversammlung kann ohne vorherige Ankündigung abgehalten werden, wenn alle anwesenden oder vertretenen Gesellschafter erklären, dass ihnen die Tagesordnung im Voraus bekannt gegeben wurde und sich selbst als ordnungsgemäß einberufen betrachten.

(v) Ein Gesellschafter kann einer anderen Person, bei welcher es sich nicht um einen Gesellschafter handeln muss, eine schriftliche Vollmacht erteilen, um von dieser bei der Hauptversammlung vertreten zu werden.

(vi) Die in den Hauptversammlungen oder in Form von Umlaufbeschlüssen der Gesellschafter zu fassenden Beschlüsse werden von den Gesellschaftern getroffen, welche mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals vertreten. Wird eine solche Mehrheit bei der ersten Hauptversammlung oder dem ersten Beschluss in Textform nicht erreicht, werden die Gesellschafter per Einschreiben zu einer zweiten Hauptversammlung geladen oder erneut zur schriftlichen Entscheidung gebeten und die Beschlüsse oder die Umlaufbeschlüsse der Gesellschafter werden sodann aufgrund der Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst, unbeschadet der Quote des vertretenen Gesellschaftskapitals.

(vii) Die Satzung kann mit Zustimmung der Mehrheit der Gesellschafter, welche drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertreten, abgeändert werden.

(viii) Jede Änderung der Nationalität der Gesellschaft und jede Erhöhung der Verpflichtungen eines Gesellschafters gegenüber der Gesellschaft erfordert die einstimmige Zustimmung aller Gesellschafter.

10.3. Gegenstände von Beschlüssen

Die Gesellschafter sollen über die Gegenstände abstimmen welche per Gesetz vorgeschrieben sind.

Art. 11. Alleingesellschafter.

11.1. Sofern die Gesellschaft auf einen (1) Gesellschafter reduziert wird, übt dieser alle Befugnisse aus, welche auch der Hauptversammlung durch das Gesetz verliehen wurden.

11.2. Bezugnahmen auf die Gesellschafter und die Hauptversammlung oder den Umlaufbeschluss der Gesellschafter innerhalb dieser Satzung gelten entsprechend für den Alleingesellschafter oder die von ihm gefassten Beschlüsse.

11.3. Die von dem Alleingesellschafter gefassten Beschlüsse sind schriftlich zu verfassen.

V. Jahresabschluss - Gewinnverteilung - Aufsicht

Art. 12. Geschäftsjahr und Genehmigung des Jahresabschlusses.

12.1. Das Geschäftsjahr beginnt am ersten (1) Januar und endet am einunddreißigsten (31) Dezember eines jeden Jahres.

12.2. Der Rat erstellt jedes Jahr die Bilanz und die Gewinn- und Verlustkonten der Gesellschaft sowie eine Bestandsliste, welche die Aktiva und Passiva der Gesellschaft darstellt und einen Anhang welcher alle Verpflichtungen der Gesellschaft, die Verbindlichkeiten der Geschäftsführer und der Gesellschafter gegenüber der Gesellschaft zusammenfasst.

12.3. Jeder Gesellschafter kann die Bestandsliste und die Bilanz am Sitz der Gesellschaft einsehen.

12.4. Die Bilanz und die Gewinn- und Verlustkonten werden in der jährlichen Hauptversammlung oder im Wege eines Umlaufbeschlusses der Gesellschafter innerhalb von sechs (6) Monaten nach Beendigung des Geschäftsjahres genehmigt.

Art. 13. Gewinnausschüttung.

13.1. Fünf Prozent (5%) des jährlichen Nettogewinns der Gesellschaft werden der gesetzlich vorgeschriebenen Rücklage zugeführt. Diese Rücklageeinzahlungspflicht besteht nicht mehr, sobald die gesetzliche Rücklage zehn Prozent (10%) des Stammkapitals der Gesellschaft erreicht hat.

13.2. Die Gesellschafter entscheiden auf welche Art und Weise über den Überschuss des jährlichen Nettogewinns zu verfügen ist. Sie können, in Übereinstimmung mit den geltenden gesetzlichen Regelungen, mit dem Überschuss eine Dividendenausschüttung vornehmen, diesen auf ein Rücklagenkonto einzahlen oder als Gewinn vortragen.

13.3. Abschlagsdividenden können jederzeit unter folgenden Bedingungen ausgeschüttet werden:

(i) ein Zwischenabschluss wird vom Rat angefertigt;

(ii) dieser Zwischenabschluss zeigt, dass ausreichend Gewinne und andere Reserven (inklusive des Emissionsagio) zur Ausschüttung zur Verfügung stehen; es wird allgemein angenommen, dass der auszuschüttende Betrag, die seit dem Ende des vorhergehenden Geschäftsjahres erzielten Gewinne, für welches die Jahresabschlüsse bereits bewilligt wurden, erhöht um die vorgetragenen Gewinne und ausschüttbaren Rücklagen, vermindert um die vorgetragenen Verluste und die der gesetzlichen Rücklage zuzuführenden Beträge, nicht übersteigen darf;

(iii) die Entscheidung zur Ausschüttung der Abschlagsdividenden muss durch den Rat innerhalb von zwei (2) Monaten ab dem Tag des Zwischenabschlusses getroffen werden;

(iv) es wird eine Zusicherung abgegeben, dass die Rechte der Gläubiger der Gesellschaft durch die Zwischenausschüttung nicht gefährdet werden; und

(v) übersteigen die gezahlten Abschlagsdividenden den ausschüttungsfähigen Gewinn am Ende des Geschäftsjahres, so müssen die Gesellschafter der Gesellschaft den ausgeschütteten Betrag zurückerstatten.

VI. Auflösung - Liquidation

14.1. Die Gesellschaft kann jederzeit durch einen genehmigenden Beschluss der Mehrheit (in Zahlen) der Gesellschafter, welche mindestens drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertreten, aufgelöst werden. Die Gesellschafter ernennen einen (1) oder mehrere Liquidatoren, bei welchen es sich nicht um Gesellschafter handeln muss, zwecks der Durchführung der Auflösung und bestimmen ihre Anzahl, Befugnisse und Vergütung. Vorbehaltlich anderweitiger Entscheidungen durch die Gesellschafter, haben die Liquidatoren die Befugnis, die Aktiva der Gesellschaft zu veräußern und die Verbindlichkeiten der Gesellschaft zu erfüllen.

14.2. Der Mehrwert nach der Veräußerung der Aktiva und Erfüllung der Verbindlichkeiten wird unter den Gesellschaftern im Verhältnis zu den von ihnen gehaltenen Anteilen aufgeteilt.

VII. Allgemeine Bestimmungen

15.1. Mitteilungen und Benachrichtigungen können angefertigt oder es kann darauf verzichtet werden und Umlaufbeschlüsse der Geschäftsführer und Umlaufbeschlüsse der Gesellschafter werden schriftlich, durch Telegramm, Telefax, E-Mail oder im Wege anderer elektronischer Kommunikationsmittel dokumentiert.

15.2. Vollmachten können in der oben beschriebenen Weise erteilt werden. Vollmachten im Zusammenhang mit einer Versammlung des Rates können von einem Geschäftsführer, in Übereinstimmung mit den vom Rat genehmigten Bedingungen, erteilt werden.

15.3. Unterschriften können handschriftlich oder aber in elektronischer Form geleistet werden, vorausgesetzt es werden alle gesetzlichen Erfordernisse für handschriftliche Unterschriften entsprechend erfüllt. Unterschriften auf Umlaufbeschlüssen der Geschäftsführer oder der Gesellschafter oder Beschlüsse die in einer Telefon- oder Videokonferenz gefasst werden, müssen auf dem Original abgegeben werden oder auf mehreren Ausfertigungen desselben Dokuments, welche zusammen ein und dasselbe Dokument bilden.

15.4. Sämtliche nicht ausdrücklich durch diese Satzung geregelten Angelegenheiten richten sich nach den entsprechenden Regelungen des Gesetzes und, vorbehaltlich einer jeden unabdingbaren Regelung des Gesetzes, jeder Vereinbarung die die Gesellschafter in der Zwischenzeit eingehen.

Übergangsbestimmung

Das erste Geschäftsjahr beginnt am Tag der Gründung dieser Gesellschaft und endet am 31. Dezember 2015.

Zeichnung und Zahlung

ECE European Prime Shopping Centre II B SCSp, wie vorstehend bezeichnet und vertreten, zeichnet dreizehntausendsiebenhundertfünfzig (13.750) Geschäftsanteile mit einem Nennwert von einem Euro (EUR 1,-) und erklärt die vollständige Bareinlage dieser Geschäftsanteile in Höhe von dreizehntausendsiebenhundertfünfzig Euro (EUR 13.750).

Die Geschäftsanteile wurden vollständig in bar eingezahlt, so dass der Betrag von dreizehntausendsiebenhundertfünfzig Euro (EUR 13.750) jetzt der Gesellschaft frei zur Verfügung steht. Ein Beleg hierfür liegt dem unterzeichneten Notar vor.

Kosten

Die Ausgaben, Kosten, Vergütungen und Aufwendungen jeglicher Art, welche der Gesellschaft aufgrund der vorliegenden Urkunde entstehen, werden ungefähr eintausend einhundert Euro (EUR 1.100,-) betragen.

Beschlüsse des Alleingeschafters

Unverzüglich nach der Gründung der Gesellschaft, hat der Alleingeschafter, welcher die Gesamtheit der gezeichneten Geschäftsanteile vertritt, folgende Beschlüsse gefasst:

1. Folgende Personen werden für einen unbeschränkten Zeitraum ernannt:

a. als Geschäftsführer A der Gesellschaft

- José Maria Ortiz, Verwaltungsratsmitglied, geboren am 3. Januar 1970 in Madrid, Spanien, geschäftsansässig in 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern

b. als Geschäftsführer B der Gesellschaft

- Ulrich Binniger, Verwaltungsratsmitglied, geboren am 30 August, 1966 in Trier, Deutschland, geschäftsansässig in 19, rue des Lilas, L-8035 Strassen

2. Sitz der Gesellschaft sind in 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, Großherzogtum Luxemburg.

Erklärung

Der unterzeichnete Notar, welcher der englischen Sprache im Verständnis und im Sprachgebrauch mächtig ist, erklärt hiermit, dass auf Anfrage der erschienenen Partei die Urkunde in englischer Sprache, gefolgt von einer deutschen Übersetzung, verfasst wurde, und im Falle einer Abweichung zwischen dem englischen und deutschen Text, die englische Fassung maßgeblich sein soll.

Um dieses zu beurkunden wurde diese notarielle Urkunde am vorgenannten Tag in Contern aufgenommen.

Sie wurde dem Bevollmächtigten der erschienenen Partei vorgelesen und von der letzteren und dem unterzeichneten Notar unterschrieben.

Gezeichnet: J. M. ORTIZ, DELOSCH.

Enregistré à Diekirch, le 17 décembre 2014. Relation: DIE/2014/16307. Reçu soixante-quinze (75,-) euros.

Le Receveur (signé): THOLL.

Für gleichlautende Ausfertigung, ausgestellt zwecks Veröffentlichung im Memorial C.

Diekirch, den 22. Dezember 2014.

Référence de publication: 2014207382/650.

(140231080) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2014.

T.S.A. Transporte S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5570 Remich, 19, route de Stadtbredimus.

R.C.S. Luxembourg B 103.913.

Im Jahre zweitausendvierzehn, am sechzehnten Dezember.

Vor dem unterzeichneten Notar Patrick SERRES, mit Amtssitz in Remich.

Ist erschienen:

Herr Andreas SACHS, Kaufmann und Berufskraftfahrer, wohnhaft in D-66578 Schiffweiler, Nelkenstraße 5.

Welcher Komparent, den unterzeichneten Notar ersucht, Folgendes zu beurkunden:

Der Komparent ist alleiniger Teilhaber der Gesellschaft "T.S.A. Transporte S.à r.l." mit Sitz in L-5570 Remich, 19, route de Stadtbredimus, eingetragen im Handelsregister von Luxemburg unter der Nummer B 103.913, gegründet gemäß notarieller Urkunde am 4. November 2004, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 52 vom 19. Januar 2005.

Das Gesellschaftskapital beträgt zwölftausendfünfhundert Euro (12.500.- EUR), eingeteilt in zweihundertfünfzig (250) Anteile zu je fünfzig Euro (50.- EUR) vollständig eingezahlt.

Alsdann erklärt der alleinige Gesellschafter, folgende Beschlüsse zu dokumentieren:

Erster Beschluss

Die Gesellschaft wird mit sofortiger Wirkung aufgelöst und liquidiert.

Zweiter Beschluss

Zum Liquidator wird ernannt Herr Andreas SACHS, Kaufmann und Berufskraftfahrer, wohnhaft in D-66578 Schiffweiler, Nelkenstraße 5.

Der Liquidator hat sämtliche Befugnisse, die Artikel 144 und folgende des Luxemburgischen Gesetzes über die Handelsgesellschaften vom 10. August 1915 für einen Abwickler vorsehen mit der Maßgabe, dass er die in Artikel 145 angesprochenen Abwicklungs- und Rechtsgeschäfte ohne Genehmigung der Aktionäre vornehmen kann.

Der Liquidator ist nicht gehalten, Inventar vorzunehmen und kann sich auf die Bücher und Konten der Gesellschaft berufen.

Erklärung

Die erschienene Partei erklärt hiermit, dass sie selbst an den eingebrachten Vermögenswerten letztlich wirtschaftlich berechtigt ist und bestätigt dass die Gelder und Vermögenswerte nicht aus einer Straftat herrühren.

Worüber Urkunde, Aufgenommen in Remich, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an den Erschienenen, dem Notar nach Namen, gebräuchlichem Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, hat dieselbe mit dem Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Signé: A. SACHS, Patrick SERRES.

Enregistré à Remich, le 18 décembre 2014. Relation: REM/2014/2749. Reçu soixante-quinze euros 75.-€.

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

Für gleichlautende Ausfertigung, zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, erteilt.

Remich, den 23. Dezember 2014.

Référence de publication: 2014207416/41.

(140230989) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2014.

WISS LX SCSp, Société en Commandite spéciale.

Capital social: EUR 2,00.

Siège social: L-1330 Luxembourg, 48, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 193.026.

—
EXTRAIT

Il résulte d'un acte de constitution signé pardevant Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 28 novembre 2014, acte enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 2 décembre 2014, LAC/2014/57157, aux droits de 75.- €, que:

1. La dénomination de la société est WISS LX SCSp.
2. L'objet de la société est le suivant:

3.1. Les objets de la Société sont l'acquisition des participations dans des sociétés, des associations et des entreprises de toutes formes, au Luxembourg et à l'étranger, et la gestion des mêmes ainsi que de faire tout ce qui est lié avec ce qui a été mentionné ci-dessus ou qui pourrait l'être, tout ça est à entendre dans le sens le plus large.

3.2. Les objets de la Société comprennent la participation à la création, le développement, la gestion et le contrôle de toute société, association ou entreprise.

3.3. Les objets de la Société comprennent l'acquisition, par souscription, achat, échange ou de toute autre manière, de tous titres, actions et autres titres de participation, obligations, certificats de dépôt et autres titres de créance et, plus généralement, des créances et des titres et instruments financiers émis par tout organisme public ou privé.

3.4. Dans la poursuite de ses objets, la Société peut emprunter sous toute forme et financer ses filiales et d'autres sociétés du groupe ainsi que de tierces parties et elle peut donner des garanties et accorder des sûretés pour ses propres obligations ainsi que pour les obligations de toute société affiliée ou des tiers, y compris elle peut gager ou grever autrement des garanties sur quelques-uns ou tous ses biens.

3. La date de constitution de la Société est le 28 novembre 2014, la Société est établie pour une durée indéterminée.

4. L'associé commandité de la Société est WISS LX SPÓŁKA Z OGRANICZON ODPOWIEDZIALNO CI, une société à responsabilité limitée régie par lois de la Pologne, ayant son siège social dans BielskoBiała à Leszczy ska 22, 43-300 Bielsko-Biała, Pologne, immatriculée au registre polonais des entrepreneurs sous le numéro 0000529457 (l'Associé Commandité).

5. Le siège social de la société est au 48, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte. L-1330 Luxembourg.

6. Le gérant de la société est l'associé commandité. Le gérant est nommé le 28 novembre 2014 pour une durée illimitée. La Société est engagée vis-à-vis des tiers par la signature unique du gérant.

POUR EXTRAIT CONFORME délivrée à la demande de la prédite société, aux fins d'inscription au Registre de Commerce.

Luxembourg, le 22 décembre 2014.

Référence de publication: 2014207494/37.

(140231020) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2014.

Plan X S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2272 Howald, 2, rue Edouard Oster.

R.C.S. Luxembourg B 139.784.

L'an deux mille quatorze,

le dix-sept décembre.

Par-devant Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach,

A COMPARU:

Monsieur François MULLER, architecte, demeurant à L-2272 Howald, 2, rue Edouard Oster.

Lequel comparant a exposé au notaire instrumentant ce qui suit:

Qu'il est le seul associé de la société à responsabilité limitée PLAN X S.à r.l., ayant son siège social à L1420 Luxembourg, 13, avenue Gaston Diderich, inscrite au registre de commerce et de sociétés à Luxembourg sous le numéro B 139.784 (NIN 2008 24 25 803).

Que ladite société a été constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 25 juin 2008, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 1785 du 19 juillet 2008.

Que le capital social de la société s'élève à douze mille cinq cents Euros (€ 12.500.-), représenté par cent (100) parts sociales de cent vingt cinq Euros (€ 125.-) chacune, toutes attribuées à Monsieur François MULLER.

Ensuite le comparant a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

Première résolution

L'associé unique décide de transférer le siège social de la société de Luxembourg à Howald et par conséquent de modifier le premier alinéa de l'article 5 des statuts afin de lui donner la teneur suivante:

Art. 5. (alinéa 1^{er}). Le siège de la société est établi à Howald.

Deuxième résolution

L'associé unique décide de fixer la nouvelle adresse de la société à L-2272 Howald, 2, rue Edouard Oster.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire instrumentant d'après son nom, prénom, état et demeure, il a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: F. MULLER, Henri BECK.

Enregistré à Echternach, le 18 décembre 2014. Relation: ECH/2014/2553. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): J.-M. MINY.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à demande, aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Echternach, le 23 décembre 2014.

Référence de publication: 2014207300/35.

(140231646) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2014.

Field Point I-A RE 5 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 22, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 122.585.

Il résulte que la Société a pris acte en date du 29 décembre 2014:

- de la démission de Monsieur TSCHEPE Christoph en tant que gérant B de la Société avec effet au 29 décembre 2014;
- de la démission de Monsieur GOFFIN Julien en tant que gérant B de la Société avec effet au 29 décembre 2014;
- de la démission de Monsieur BEISSEL Pierre en tant que gérant B de la Société avec effet au 29 décembre 2014;
- de la démission de Monsieur SCHWARTZ Lewis en tant que gérant A de la Société avec effet au 29 décembre 2014;
- de la démission de Monsieur BUTT Nicholas Alec Geoffrey en tant que gérant A de la Société avec effet au 29 décembre 2014;

La Société a décidé également de nommer:

- la Société Exequitive Partners S.A., une société anonyme constituée et existante sous les lois du Grand-Duché du Luxembourg, ayant son siège social au 48, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1330 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg et enregistrée au Registre de Commerce et Société du Luxembourg sous numéro B 174367, en tant que gérant unique de la Société avec effet au 29 décembre 2014 et pour une durée indéterminée;

Résultant des décisions susmentionnées, le gérant unique de la Société est:

- Exequitive Partners S.A.

Il est aussi notifié que:

- 500 parts sociales des 500 détenues par Field Point I A, une société à responsabilité limitée constituée et existante sous les lois du Grand-Duché du Luxembourg, ayant son siège social au 22, Grand Rue, L-1660 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg et enregistrée au Registre de Commerce et Société du Luxembourg sous numéro B 121088, ont été transférées à Exequitive Partners S.A. une société anonyme constituée et existante sous les lois du Grand-Duché du Luxembourg, ayant son siège social au 48, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1330 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg et enregistrée au Registre de Commerce et Société du Luxembourg sous numéro B 174367;

Résultant des décisions susmentionnées les 500 parts sociales de la Société sont désormais détenues comme suit:

- Exequitive Partners S.A. détient 500 parts sociales.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Field Point I - A RE 5 S.à r.l.

Exequitive Partners S.A.

Mandataire

Référence de publication: 2014207911/35.

(140233148) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2014.

Lukarne Venture S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J. F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 122.434.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 Décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 décembre 2014.

Manacor (Luxembourg) S.A.

Signatures

Gérant

Référence de publication: 2014205874/14.

(140230271) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.
